

BUDGET ECONOMIQUE



Institut des
Comptes Nationaux

Prévisions économiques 2007



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

Septembre 2006

►► Table des matières

	Avant-Propos	1
	Résumé	3
1.	L'environnement international	5
	Evolution de l'économie mondiale	5
	La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux	7
	Evolution des marchés financiers	8
	<i>Taux d'intérêt</i>	
	<i>Taux de change</i>	
	Incertitudes liées à l'environnement international	9
2.	Les composantes du PIB belge	10
	Dépenses de consommation finale des particuliers	10
	Investissements des entreprises	11
	Investissements en logements	12
	Dépenses publiques	12
	Variations de stocks	12
	Exportations et importations	13
3.	Evolution des prix et salaires	15
	Evolution des prix intérieurs	15
	Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	16
	Evolution salariale dans le secteur marchand	17
	<i>Evolution du coût salarial</i>	
	<i>Réductions des charges salariales</i>	
	<i>Evolution de la part salariale</i>	
4.	Marché du travail	19
	Annexe	23

►► **Liste des figures**

Graphique 1	Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants	3
Graphique 2	Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur	4
Graphique 3	Appréciation de la situation économique mondiale	5
Graphique 4	Evolution trimestrielle du PIB	6
Graphique 5	Evolution trimestrielle du PIB	7
Graphique 6	Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis	8
Graphique 7	Dépenses de consommation des particuliers	10
Graphique 8	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne	10
Graphique 9	Investissements des entreprises	11
Graphique 10	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand	11
Graphique 11	Investissements résidentiels	12
Graphique 12	Exportations de biens et services	13
Graphique 13	Evolution trimestrielle de l'inflation	15
Graphique 14	Décomposition de l'indice des prix à la consommation	16
Graphique 15	Evolution de la part salariale	18
Graphique 16	Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité	19
Graphique 17	Evolution de l'emploi et du taux d'emploi	20
Graphique 18	Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active	21

►► **Liste des tableaux**

Tableau 1	Formation du coût salarial dans le secteur marchand	17
Tableau 2	Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand (1998-2007)	18

➤➤ Avant-Propos

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre de l'élaboration des budgets fédéraux des recettes et dépenses de l'année 2007. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan (BFP) a soumis une proposition de budget économique au comité scientifique et au conseil d'administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le comité scientifique a émis un avis favorable sur le budget économique.

Les présentes prévisions tiennent compte des agrégats annuels publiés dans la partie 1 des Comptes nationaux 2005 ("Estimation des agrégats annuels"), mais aussi des principaux agrégats relatifs au premier trimestre 2006, ainsi que de l'estimation "flash" de la croissance économique au cours du deuxième trimestre.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les prévisions de printemps de la Commission européenne, actualisées sur la base des observations trimestrielles pour le premier trimestre 2006, et sur les estimations trimestrielles du commerce mondial de biens effectuées par le Centraal Planbureau néerlandais. L'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole) reflète les anticipations des marchés financiers début septembre. Les prévisions pour la Belgique ont été générées par l'exécution parallèle de la version annuelle et trimestrielle du modèle MODTRIM, développé au BFP.

Ces prévisions ont été achevées le 15 septembre 2006.

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration
de L'Institut des Comptes Nationaux

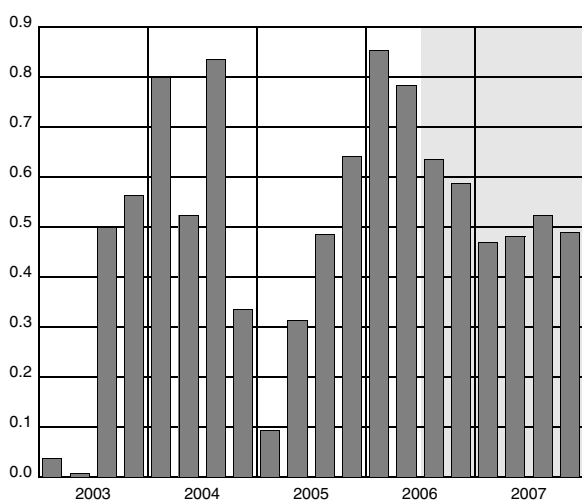
Chiffres clés pour l'économie belge*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

	2004	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,5	1,1	2,3	2,0
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2,0	0,7	1,8	2,4
Formation brute de capital fixe	4,2	8,4	2,2	2,4
Dépenses nationales totales	2,6	2,6	2,1	2,2
Exportations de biens et services	6,2	1,8	5,4	4,9
Importations de biens et services	6,4	3,4	4,8	5,0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,1	-1,2	0,6	0,1
Produit intérieur brut	2,6	1,2	2,7	2,2
Indice national des prix à la consommation	2,1	2,8	1,9	1,9
Indice santé	1,6	2,2	1,8	1,9
Revenu disponible réel des particuliers	-0,2	1,0	1,8	2,3
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,8	12,8	12,3	12,4
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	23,7	38,5	41,0	45,6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,4	8,4	8,6	8,3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	3,4	2,7	2,9	2,8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	124,4	124,4	126,0	131,1
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,1	2,2	3,0	3,8
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4,1	3,4	3,9	4,2

➤➤ Résumé

Grâce à la forte croissance trimestrielle au cours de la première moitié de l'année 2006 (0,8 % en moyenne, contre 0,6 % au second semestre 2005), la croissance du PIB belge atteindrait cette année 2,7 %. Toutefois, sous l'effet de la conjoncture internationale, la croissance au second semestre devrait retomber à 0,6 % en moyenne. En 2007, la croissance trimestrielle du PIB devrait, grosso modo, se stabiliser autour de 0,5 %, ce qui porterait la croissance économique à 2,2 % sur l'ensemble de l'année.

GRAPHIQUE 1 Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants
(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

Dans la zone euro, l'activité économique s'est intensifiée de façon significative au cours du premier semestre, soutenue par la demande intérieure. Toutefois, divers facteurs freineraient le dynamisme de la croissance du PIB au second semestre 2006 et en 2007. En effet, les exportations européennes devraient souffrir du ralentissement actuel de l'économie américaine et de l'appréciation de l'euro due au resserrement de la politique monétaire européenne. Par ailleurs, la hausse de la TVA qui doit entrer en vigueur en janvier 2007 en Allemagne devrait peser sur la consommation privée et la croissance économique, même si l'impact précis de cette mesure est difficile à estimer. Enfin, le prix du pétrole brut reste élevé. Sur la base des cotations à terme de début septembre, le prix moyen d'un baril de Brent devrait passer de 68 dollars en 2006 à 72 dollars en 2007. Dès lors, la croissance économique dans la zone euro passerait de 2,6 % en 2006 à 1,9 % en 2007.

Après les chiffres médiocres enregistrés en 2005, la croissance des exportations belges devrait atteindre 5,4 % cette année, grâce à une conjoncture interna-

tionale favorable. L'essoufflement attendu de celle-ci se répercuterait sur les exportations belges, qui ne devraient progresser que de 4,9 % l'an prochain, participant ainsi au ralentissement de la croissance en 2007. Cette évolution se reflète dans les exportations nettes, dont la contribution à la croissance du PIB est nettement positive en 2006, tandis qu'elle serait plus neutre en 2007. Par ailleurs, l'excédent des opérations courantes avec le reste du monde augmente à peine en 2006, sous l'effet des prix élevés du pétrole, qui entraînent une évolution défavorable des termes de l'échange. En 2007, le surplus extérieur resterait à nouveau pratiquement stable, étant donné que les exportations et les importations progressent au même rythme dans un contexte de termes de l'échange stables.

La demande intérieure devrait augmenter respectivement de 2,1 % et de 2,2 % en 2006 et 2007. Le fléchissement observé par rapport à l'année précédente s'explique par les investissements des entreprises. Ceux-ci se maintiennent à un niveau élevé, notamment grâce à la hausse persistante de la rentabilité, au taux d'utilisation élevé des capacités de production et à l'amélioration des perspectives de débouchés, mais leur croissance suit un rythme plus modéré après le mouvement de rattrapage sensible observé en 2005.

En 2006 et 2007, le revenu disponible réel des ménages est stimulé par la progression persistante de l'emploi, la réforme de l'impôt des personnes physiques, le ralentissement progressif de l'inflation et l'augmentation des revenus nets de la propriété (suite à la hausse des taux d'intérêt). Ces éléments expliquent en partie l'accélération de la croissance de la consommation privée, qui atteindrait 2,3 % en 2006, soit environ le double de la croissance moyenne des cinq années précédentes. La consommation des ménages contribue donc sensiblement à la vigueur de l'économie. Cette année, le taux d'épargne des ménages devrait à nouveau baisser, compte tenu des indications quant à l'évolution de la confiance des ménages. En 2007, la croissance de la consommation (2 %) devrait rester légèrement en deçà de la croissance du revenu disponible réel (2,3 %), dès lors que la tendance à l'épargne est généralement plus forte pour les revenus de la propriété que pour les autres composantes des revenus. La croissance trimestrielle des investissements en logements s'est fortement accélérée dans le courant de l'année 2005, mais serait en repli depuis la mi-2006, suite à l'augmentation des coûts de financement.

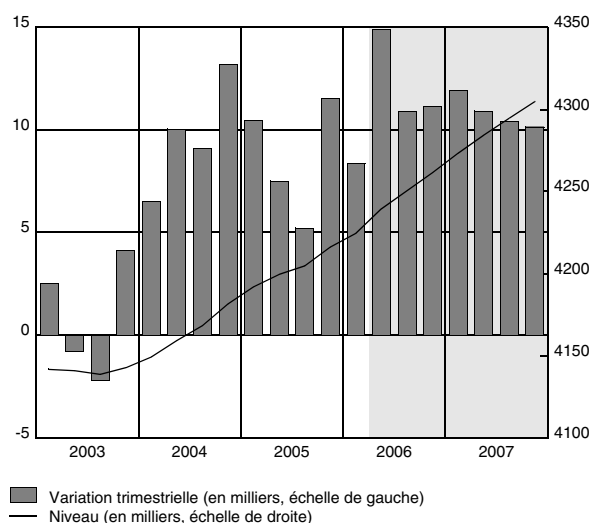
La croissance des investissements publics est définie dans une large mesure par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui ont fortement augmenté à l'approche des élections communales

d'octobre 2006, et suite également à la vente de bâtiments publics au secteur privé. Si l'on exclut du calcul les ventes de bâtiments publics, les investissements publics (exprimés à prix constants) devraient augmenter de 10 % en 2006, mais devraient diminuer environ dans les mêmes proportions en 2007.

En 2006, l'emploi intérieur devrait augmenter d'environ 41 000 unités en moyenne. Etant donné que l'emploi réagit avec un certain retard à l'évolution de l'activité économique, la progression devrait être encore plus sensible en 2007 (+45 600 unités), et ce, en dépit du ralentissement de la croissance économique. De plus, cette progression est stimulée, en 2006 et en 2007, par la hausse limitée des coûts salariaux. Le taux d'emploi passerait ainsi de 61,9 % en 2005 à 62,5 % en 2007. L'emploi augmentant davantage que la population active, le nombre de chômeurs (définition administrative large) diminue de 5 700 unités en 2006 et de 16 200 unités en 2007. Toutefois, le taux de chômage harmonisé Eurostat (calculé sur base de l'enquête sur les forces de travail) augmenterait encore en 2006 (8,6 %, contre 8,4 % en 2005) et ne fléchirait qu'à partir de 2007 (8,3 %).

L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), devrait se situer autour de 1,9 %, tant en 2006 qu'en 2007 (contre 2,8 % en 2005). L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix des carburants, des produits à base de tabac et des boissons alcoolisées, devrait augmenter de respectivement 1,8 % et 1,9 % (contre 2,2 % en 2005). Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 104,14) devrait être dépassé en septembre 2006. Le prochain dépassement (106,22) devrait intervenir en octobre 2007.

GRAPHIQUE 2 Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
(données corrigées des variations saisonnières)



Source: ICN, BFP

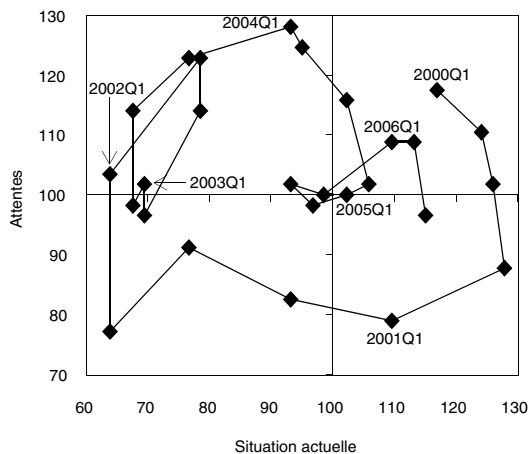
En 2006, la hausse moyenne de ces deux indices est influencée à la baisse par un facteur technique. En effet, depuis janvier 2006, l'INPC est calculé au départ d'un nouveau panier de produits (dont la composition est basée sur l'enquête sur le budget des ménages de 2004). Mesurée à l'aide du déflateur de la consommation privée, qui n'est pas influencé par ce facteur technique, l'inflation ne se replie que légèrement en 2006 (à 2,4 %) et n'atteint le chiffre de 1,9 % qu'en 2007. La baisse continue de l'inflation s'explique surtout par l'évolution modérée des coûts salariaux, le raffermissement de l'euro et la stabilisation des prix du pétrole au cours de l'année 2007.

1. L'environnement international

➤➤ Evolution de l'économie mondiale¹

La croissance de l'économie mondiale s'est accélérée au cours du premier semestre 2006, en dépit de la hausse persistante des prix du pétrole et d'autres matières premières. Toutefois, après la croissance particulièrement vigoureuse de ces trois dernières années, l'économie mondiale semble s'orienter vers un certain ralentissement. En effet, l'économie américaine, qui est le principal moteur de l'activité économique mondiale, commence à donner des signes d'essoufflement. L'économie américaine a déjà sensiblement ralenti au deuxième trimestre, contrairement aux économies européennes et asiatiques, qui affichaient encore de belles performances.

GRAPHIQUE 3 Appréciation de la situation économique mondiale



Source: IFO World Economic Survey, BFP

Sous l'influence du ralentissement aux Etats-Unis et d'un resserrement monétaire au niveau international, la croissance de l'économie mondiale devrait fléchir au cours du second semestre 2006, et la baisse s'accroîtrait en 2007. Cette thèse est confirmée par la dernière enquête internationale de l'IFO (2006Q3), dont les résultats laissent entrevoir une légère amélioration du climat économique actuel, suivie par des perspectives nettement moins favorables pour les six mois suivants.

Les chiffres du Centraal Planbureau néerlandais indiquent que le commerce mondial a fortement progressé au premier trimestre, mais qu'il a stagné au deuxième trimestre, sous l'effet d'un repli de la croissance de la production industrielle. Aux troisième et quatrième trimestres, la croissance du commerce mondial repartirait à la hausse pour atteindre 8,8 % sur base annuelle, un résultat nettement supé-

rieur à la moyenne des cinq années précédentes (5,6 %), et même légèrement supérieur à la croissance soutenue de la période 1995-2000 (8,3 %).

Après un premier fléchissement à la fin de l'année passée et un rebond momentané au premier trimestre 2006, la croissance de l'économie américaine s'est repliée au deuxième trimestre (0,7 %) suite à un ralentissement de la consommation privée et à une croissance négative des investissements. Le ralentissement marqué des investissements en logements, le nombre élevé de maisons invendues et l'érosion des prix des maisons, après des années de fortes augmentations, sont autant d'indices d'un essoufflement momentané du marché immobilier américain. Cet essoufflement freine la croissance du PIB de deux façons. Outre l'effet direct sur les investissements en logements, l'évolution des prix des logements aux Etats-Unis est également un déterminant important de la consommation privée (effet de richesse). La hausse des prix des logements a en effet accentué la propension à consommer et a entraîné une hausse de la valeur du patrimoine sur base duquel le consommateur américain a pu contracter de nouvelles dettes, faisant ainsi basculer le taux d'épargne des ménages dans le rouge. Le ralentissement récent de la hausse des prix des logements devrait, à l'inverse, entraîner une hausse du taux d'épargne et avoir un effet négatif sur la consommation privée.

Sous l'effet notamment du ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction, la création mensuelle nette d'emplois a baissé, atteignant un niveau qui n'est plus suffisant pour absorber l'accroissement de la population active. L'effet négatif de cette évolution sur le revenu disponible des ménages devrait également contribuer au ralentissement de la consommation privée.

La détérioration des perspectives de débouchés causée par le ralentissement de la croissance du PIB devrait freiner les investissements des entreprises. Durant le second semestre 2006, ce ralentissement devrait toutefois rester limité, vu la forte augmentation du taux d'utilisation des capacités de production (81,9 % au deuxième trimestre), mais il devrait se poursuivre l'an prochain.

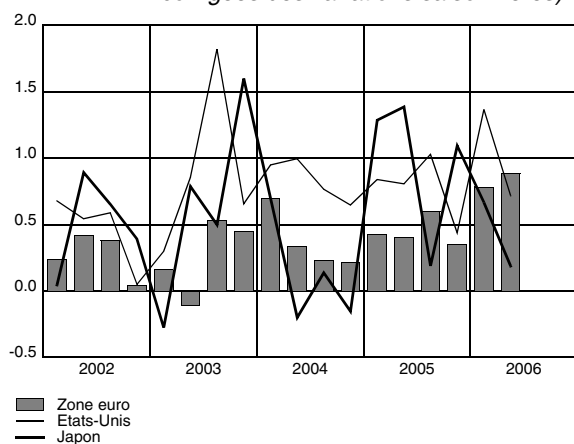
La dépréciation du dollar, qui améliore la compétitivité des exportateurs américains, devrait soutenir la croissance des exportations au cours du second semestre courant. En 2007, la croissance des expor-

(1) Les chiffres de croissance annuelle du PIB pour 2006 et 2007 mentionnés dans ce chapitre ont cependant été calculés sur base des prévisions de printemps de la Commission européenne (mai 2006). Ces prévisions ont été actualisées pour tenir compte de la croissance économique au premier semestre 2006.

tations américaines sera vraisemblablement bridée par le ralentissement de la croissance économique dans le reste du monde. Sur base annuelle, la croissance économique aux Etats-Unis devrait atteindre 3,5 % en 2006 avant de reculer à 2,7 % en 2007.

Au deuxième trimestre 2006, la croissance économique dans la zone euro s'est accélérée, atteignant son plus haut niveau depuis 2000 (0,9 %). Si toutes les composantes de la consommation ont contribué à ce résultat, ce sont les investissements qui en ont été le principal moteur. Cette progression exceptionnellement élevée du PIB trimestriel ne devrait pas se reproduire au second semestre, mais la croissance devrait rester assez vigoureuse (environ 0,6 %).

GRAPHIQUE 4 Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre
d'intervalle à prix constants (données
corrigeées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, Eurostat

La hausse de l'emploi, la baisse du chômage et la confiance croissante des consommateurs sont autant d'éléments qui accréditent le fait que la récente reprise de la consommation privée se poursuivra durant la seconde moitié de l'année. On s'attend en outre à ce que la hausse de la TVA prévue en Allemagne en janvier 2007 incite les ménages allemands à effectuer une partie de leurs achats de biens durables en 2006, ce qui entraînerait un ralentissement de la croissance de la consommation en 2007.

Depuis quelques trimestres, la formation brute de capital fixe (biens d'équipement et bâtiments) connaît une assez forte croissance. La croissance des investissements devrait rester vigoureuse dans le courant du second semestre, dès lors que le taux croissant d'utilisation des capacités de production entraîne un besoin d'extension des investissements. L'année prochaine, la hausse des taux, le ralentissement attendu de l'économie mondiale et l'effet négatif de la hausse de la TVA allemande sur la demande devraient freiner la croissance des investissements en Allemagne. De plus, la hausse des taux d'intérêt rendra les investissements en loge-

ments moins attrayants. La croissance des exportations, qui a été le moteur de l'économie européenne au cours des dernières années, devrait perdre de sa vigueur en 2007 sous l'influence du ralentissement de la croissance américaine et de l'appréciation de l'euro.

Dans la zone euro, la confiance tant des consommateurs que des producteurs est à son plus haut niveau depuis 2000, année où la croissance économique avait atteint 4 %. On observe toutefois un grand contraste entre, d'une part, l'appréciation de la situation économique actuelle et, d'autre part, l'appréciation de la situation économique à venir. Ce contraste s'explique par l'impact combiné de la hausse de la TVA en Allemagne, du ralentissement de l'économie américaine et de l'appréciation de l'euro sur la croissance européenne en 2007. Cette année, la croissance économique dans la zone euro devrait s'établir à 2,6 % et ralentir ensuite pour s'établir autour de 1,9 % en 2007.

Depuis le début de l'année, l'inflation dans la zone euro a fluctué entre 2,2 % et 2,5 %, contre une moyenne de 2,2 % en 2005. L'examen des composantes fait apparaître une contribution en hausse des prix de l'alimentation, tandis que celle des produits énergétiques diminue. Ceci peut paraître étonnant, dès lors que les prix du pétrole ont continué à grimper cette année, mais cette évolution s'explique par le profil baissier de la croissance à un an d'intervalle des prix du pétrole. De plus, l'impact de la hausse du prix du pétrole a été amorti, dans la zone euro, par l'appréciation du taux de change. La BCE prévoit, tant pour cette année que pour l'an prochain, une inflation moyenne de 2,4 %. En 2007, la contribution moindre de l'énergie à l'inflation sera compensée par l'effet de la hausse de la TVA en Allemagne. On ne peut toutefois parler d'une hausse des tensions inflationnistes. Ces derniers mois, l'inflation sous-jacente est restée faible et stable, tandis que la croissance des salaires demeure modérée.

Après une croissance de 0,7 % au premier trimestre, la croissance de l'économie japonaise s'est ralentie pour atteindre 0,2 % au deuxième trimestre 2006, suite au ralentissement des exportations, dont l'ampleur dépasse l'accroissement de la demande intérieure. Dans les trimestres à venir, la croissance devrait repartir à la hausse, la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires soutenant la consommation privée, tandis que les bénéfices élevés engrangés par les entreprises incitent celles-ci à investir. En 2007, le ralentissement de l'économie américaine pèsera sur les exportations, mais la vigueur de la demande intérieure devrait en limiter l'impact sur la croissance économique. Cette année, la croissance du PIB devrait dépasser les 2 % (2,4 %) pour la troisième année consécutive, avant de reculer à 2 % en 2007.

Ces derniers mois, pour la première fois depuis longtemps, l'inflation sous-jacente (sans les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) est devenue positive sur base annuelle. Cette évolution, conjuguée à des perspectives de croissance favorables, a poussé la banque centrale du Japon à mettre un terme à sa politique de taux zéro, qu'elle menait depuis cinq ans. Son taux de base a ainsi été porté à 0,25 %.

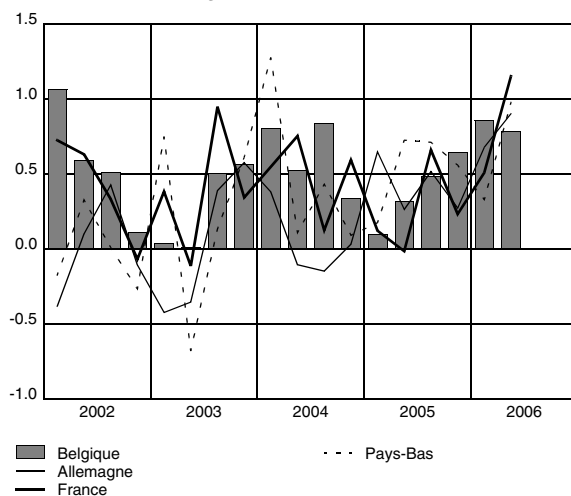
La croissance de l'économie chinoise s'est à nouveau accélérée au cours du premier et du deuxième trimestre 2006. Afin d'éviter la surchauffe ainsi qu'un

ralentissement marqué de l'activité, les autorités chinoises ont pris de nouvelles mesures afin de permettre un atterrissage progressif de l'économie. Ces mesures comprennent notamment deux hausses de taux successives par la banque centrale, la suppression de certains subsides à l'exportation et la mise en œuvre de mesures administratives visant à brider la croissance très rapide des investissements. La croissance du PIB devrait atteindre environ 10 % en 2006 et fléchir à peine l'année prochaine pour tourner autour de 9 %.

►► La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux

Au cours du premier semestre 2006, la croissance trimestrielle belge a atteint 0,8 % en moyenne, une évolution en phase avec la croissance moyenne de nos trois principaux partenaires commerciaux. Sur base annuelle, la croissance économique belge devrait se situer légèrement au-dessus de la moyenne de ces trois pays voisins, tant en 2006 qu'en 2007.

GRAPHIQUE 5 Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre
d'intervalle à prix constants (données
corrigées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, ICN

Après une accélération sensible au premier trimestre (0,7 %), la croissance de l'économie allemande a poursuivi son mouvement d'accélération au

deuxième trimestre de cette année (0,9 %), suite à une forte augmentation des investissements (due en partie à un mouvement de rattrapage du secteur de la construction après le mauvais temps au premier trimestre). La consommation privée est restée faible mais devrait s'intensifier au second semestre sous la double influence de la croissance de l'emploi et de l'anticipation d'achats de biens durables dans la perspective de la hausse de la TVA début 2007. Cette hausse de la fiscalité pèsera toutefois sur la croissance du premier semestre 2007. La croissance du PIB devrait ainsi grimper jusqu'à 2,4 % cette année avant de retomber à 1 % l'an prochain.

La croissance de l'économie française, qui a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre de cette année, est toujours soutenue par la vigueur de la demande intérieure (investissements et consommation privée), tandis que les exportations nettes contribuent à peine à la croissance. Celle-ci devrait atteindre 2,3 % tant en 2006 qu'en 2007.

L'année passée, la croissance de l'économie néerlandaise n'a pas dépassé 1,5 %. Elle devrait grimper à 2,5 % cette année, soit la croissance la plus rapide depuis 2000. La croissance au Pays-Bas est alimentée par les dépenses des ménages, qui sont soutenues par la croissance de l'emploi (et donc du pouvoir d'achat) et des investissements des entreprises. Ces derniers sont favorisés par la hausse de la rentabilité et du taux d'utilisation des capacités de production. La croissance devrait atteindre 2,6 % l'an prochain.

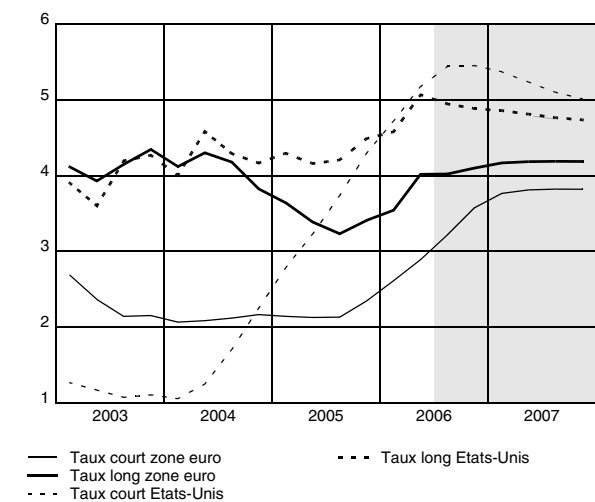
►► Evolution des marchés financiers²

Taux d'intérêt

Au cours des deux dernières années, la Réserve fédérale américaine a relevé à dix-sept reprises son principal taux directeur (de 25 points de base), le portant ainsi à 5,25 % en juin 2006. En août, la Fed a toutefois décidé de laisser ses taux inchangés. Elle n'exclut cependant pas de nouvelles hausses, mais considère que le niveau actuel des taux est suffisant pour faire fléchir l'inflation graduellement. Les marchés financiers n'anticipent donc plus de nouvelle hausse des taux cette année, et il se pourrait qu'une première baisse intervienne déjà dans le courant de l'année prochaine. Sur base annuelle, le taux à court terme américain devrait passer de 3,5 % en 2005 à 5,2 % en 2006 et 2007.

GRAPHIQUE 6 Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis

Moyennes trimestrielles en pourcent



Source: Datastream, BFP

Après un premier relèvement des taux en décembre de l'année passée, la BCE a déjà relevé trois fois son principal taux directeur de 25 points de base en 2006, le portant ainsi à 3 %. L'accélération de l'activité économique, l'inflation relativement élevée (2,4 % en moyenne au premier semestre) et la croissance (rapide) du crédit (hypothécaire) pousseront vraisemblablement la BCE à procéder à de nouvelles hausses de taux. Les marchés financiers s'attendent encore à deux hausses de 25 points de base, ce qui donnerait un taux de refinancement de 3,5 % au terme de l'année 2006. Il y aurait encore une hausse supplémentaire début 2007, après quoi le taux à court terme devrait se stabiliser. Dans la zone euro, le taux à court terme devrait donc passer d'une moyenne de 3,1 % en 2006 à 3,8 % en 2007.

Au premier semestre 2006, le taux à long terme aux Etats-Unis a augmenté de 0,8 point de pourcentage, poussé par une croissance économique élevée et une inflation en hausse. Lorsqu'il est apparu clairement, l'été dernier, que l'économie américaine ralentissait, les taux à long terme ont commencé à baisser. Les taux à long terme européens ont connu une évolution similaire, mais ont moins baissé depuis l'été, le ralentissement économique attendu ne s'étant pas encore matérialisé dans la zone euro. De ce fait, l'écart entre les taux à long terme de part et d'autre de l'Atlantique s'est légèrement réduit, passant de 100 à 90 points de base. Cet écart devrait continuer à se réduire pour atteindre 50 points de base à la fin 2007. Compte tenu de l'évolution attendue des taux à court terme, le taux à long terme européen devrait se stabiliser autour de 4,2 % à partir de la mi-2007, tandis qu'aux Etats-Unis, le taux à long terme devrait se tasser légèrement pour s'établir à 4,7 %. Par conséquent, l'inversion de la courbe américaine des taux se maintiendrait, tandis qu'en Europe, on observerait une tendance à l'aplatissement de la courbe des taux.

Taux de change

Depuis que la BCE a relevé pour la première fois son taux directeur (en décembre 2005), l'euro s'est apprécié par rapport au dollar, passant de 1,18 dollar pour un euro en début d'année à 1,30 dollar en mai. Depuis lors, le taux de change euro-dollar oscille entre 1,25 et 1,30. Toutefois, la réduction persistante de l'écart entre les taux d'intérêt devrait encore renforcer l'euro par rapport au dollar dans les trimestres à venir.

En 2005, le taux de change effectif nominal de l'euro a, pour la première fois après quatre années d'appréciation, cédé un peu de terrain (-0,5 %). Tou-

tefois, durant les sept premiers mois de l'année 2006, le taux de change effectif nominal de l'euro s'est déjà apprécié de 3 %. L'euro s'est apprécié non seulement par rapport au dollar, mais également par rapport à presque toutes les devises asiatiques, qui ont tendance à suivre le dollar. En revanche, par rapport aux autres devises européennes (livre britannique, franc suisse, etc.), l'euro est resté assez stable.

Les cotations à terme laissent entrevoir une appréciation progressive de l'euro jusqu'à 1,31 dollar pour un euro fin 2007. En moyenne annuelle, cela

(2) Ces hypothèses techniques sont basées sur les cotations à terme de début septembre 2006.

représenterait une appréciation du taux de change effectif nominal pour la Belgique de 0,3 % en 2006 et de 0,5 % en 2007.

➤➤ Incertitudes liées à l'environnement international

L'environnement international de la projection est inévitablement entouré d'incertitudes. Comme de coutume, l'évolution du prix du pétrole brut est déduite des cotations sur les marchés à terme, mais les cours du brut restent très sensibles aux tensions géopolitiques et aux entraves à la production (conflit au Liban, tensions autour du programme nucléaire iranien, grèves dans les pays producteurs, etc.), d'autant plus que les capacités de production inutilisées restent limitées. L'évolution du prix du pétrole est par conséquent difficile à prévoir.

Le déficit de la balance courante américaine reste considérable, en raison notamment du taux d'épargne négatif des ménages et du déficit budgétaire. Ce déséquilibre pourrait entraîner une forte dépréciation du dollar par rapport à l'euro, ce qui aurait un impact négatif sur les perspectives d'exportation de la zone euro.

Le consommateur américain est très sensible à l'évolution des prix de l'immobilier. L'"atterrissage en douceur" de l'économie américaine s'explique en partie par un ralentissement progressif du marché de l'immobilier. S'il devait y avoir une correction des prix à la baisse, les dépenses de consommation reculeraient davantage que prévu, ce qui pourrait provoquer un atterrissage, brutal cette fois, de l'économie américaine.

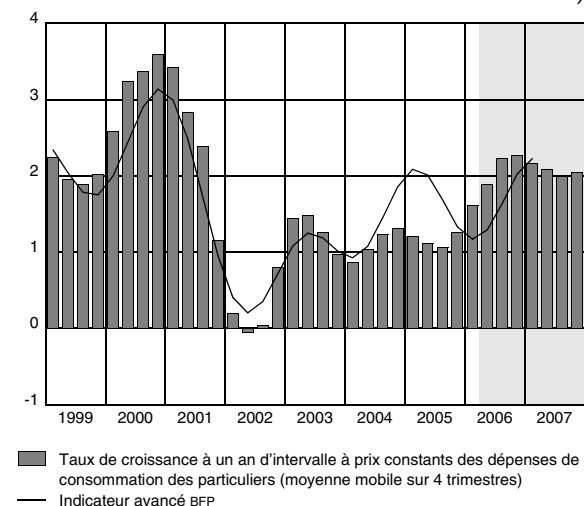
Ces différents risques sont extérieurs à l'économie européenne. Au niveau européen, la principale incertitude concerne l'impact précis de la hausse substantielle de la TVA allemande (début 2007) sur la consommation privée et les investissements. Ce facteur sera l'un des éléments déterminants de l'ampleur du ralentissement de la croissance européenne en 2007.

2. Les composantes du PIB belge

►► Dépenses de consommation finale des particuliers

Après deux années successives de repli, la croissance du revenu disponible des particuliers, exprimé à prix constants, est repartie à la hausse, pour atteindre 1 % en 2005. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du revenu mixte et de l'excédent brut d'exploitation, ainsi que par une croissance plus forte de la masse salariale. Ces deux composantes ont été soutenues par la hausse du nombre de salariés et d'indépendants. L'augmentation du pouvoir d'achat devrait être plus nette encore en 2006 et 2007 (respectivement 1,8 % et 2,3 %), grâce, notamment, à la baisse de l'impôt des personnes physiques, au recul de l'inflation et à la hausse des revenus nets de la propriété (conséquence de l'augmentation des taux d'intérêt et des cours boursiers).

GRAPHIQUE 7 Dépenses de consommation des particuliers
(données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

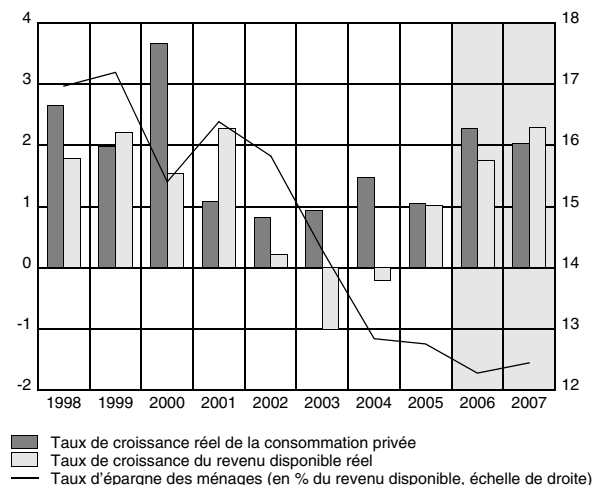


Source: ICN, BFP

En 2005, la consommation des particuliers a affiché une croissance (1,1 %) pratiquement identique à celle du revenu disponible. De ce fait, le taux d'épargne s'est stabilisé à 12,8 %, après avoir enregistré une baisse considérable durant la période 2002-2004. Le niveau et la volatilité des prix du pétrole ont rendu la situation économique incertaine et ont affecté la confiance des consommateurs dès le mois d'avril. En septembre 2005, l'indicateur

de confiance des consommateurs de la BNB a atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2003. Suite à la baisse des prix du pétrole, la confiance s'est rétablie au cours du quatrième trimestre 2005 et du premier trimestre 2006. De ce fait, la croissance trimestrielle de la consommation des particuliers s'est considérablement accélérée au cours de ces deux trimestres, atteignant respectivement 0,8 % et 0,7 % (après une quasi-stagnation au troisième trimestre 2005). L'indicateur de confiance des consommateurs indique un regain d'optimisme en ce qui concerne l'évolution sur le marché du travail et la situation financière des ménages. A partir du deuxième trimestre 2006, la croissance de la consommation devrait perdre quelque peu de sa vigueur, suite à la remontée des prix du pétrole. En 2006, la confiance retrouvée des ménages entraîne une plus forte hausse de leur consommation (2,3 %) que de leur revenu disponible réel, si bien que le taux d'épargne continue à s'effriter pour atteindre 12,3 %. En comparaison avec les cinq années précédentes, la croissance de la consommation des ménages double, si bien qu'en 2006, celle-ci contribue largement à l'embellie économique. En 2007, la croissance de la consommation (2 %) devrait rester légèrement en-deçà de celle du revenu disponible, étant donné que les revenus de la propriété ne sont pas autant affectés à la consommation que les autres composantes du revenu.

GRAPHIQUE 8 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne

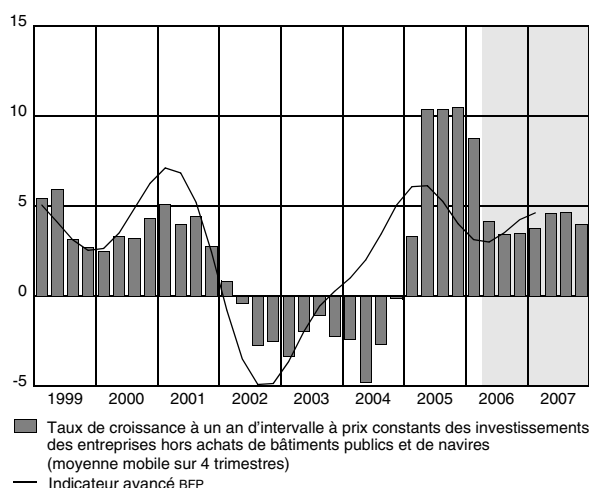


Source: ICN, BFP

➤➤ Investissements des entreprises

Les chiffres relatifs à la croissance des investissements des entreprises durant la période 2004-2007 sont fortement influencés par deux facteurs qui sont sans effet sur la croissance économique, à savoir l'acquisition de bâtiments publics³ (surtout en 2004 et 2006) et les investissements maritimes⁴ (en 2004 et 2005). Si l'on exclut ces facteurs, les investissements des entreprises ont augmenté de 11 % en 2005, opérant ainsi un mouvement de rattrapage considérable après trois années de croissance négative. La reprise des investissements s'est surtout manifestée au cours du premier semestre, faisant place au second semestre à un repli limité.

GRAPHIQUE 9 Investissements des entreprises
(données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

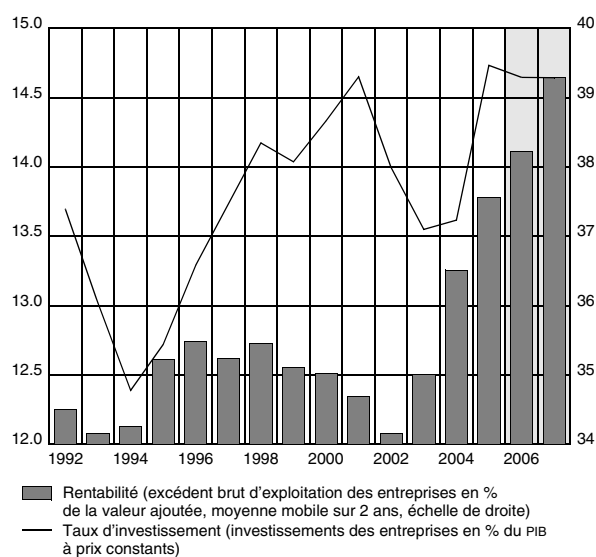
Malgré les prix élevés du pétrole, la rentabilité reste élevée en 2006 et 2007, la hausse des coûts salariaux horaires restant nettement en deçà de la croissance de la productivité du travail. De même, les condi-

- (3) Dans les comptes nationaux, cette transaction est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics, compensé par un investissement supplémentaire des entreprises.
- (4) Plusieurs entreprises maritimes ont acheté de nouveaux navires pour un montant considérable. Ces achats n'ont pas eu d'impact sur la croissance économique, puisqu'ils ont été entièrement importés.

tions de financement externes restent favorables en dépit de la hausse des taux d'intérêt. En outre, la hausse du taux d'utilisation des capacités industrielles (84 % au deuxième trimestre 2006, contre 78,2 % à la même période l'année dernière) augmente les opportunités d'investissements d'expansion. De plus, selon l'enquête de printemps 2006 de la BNB, l'augmentation nominale des investissements dans l'industrie manufacturière - industrie fortement axée sur l'exportation - atteindrait 16,3 % en 2006, tandis que l'enquête de conjoncture de la BNB indique que la confiance des chefs d'entreprise est en forte hausse depuis la mi-2005.

Abstraction faite des achats de bâtiments publics et de navires, les investissements des entreprises devraient donc continuer à soutenir la croissance économique en 2006 et 2007, avec une croissance à prix constants de, respectivement, 3,6 % et 4 %. Si l'on incorpore ces deux types de transactions dans le calcul, les investissements des entreprises progresseraient de, respectivement, 2,1 % et 2,2 %. Le taux d'investissement à prix constants se stabiliserait ainsi à 14,6 %, ce qui correspond au niveau de 2001.

GRAPHIQUE 10 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, BFP

➤➤ Investissements en logements

La croissance trimestrielle des investissements en logements s'est fortement accélérée au second semestre 2005, ce qui s'est traduit par une croissance annuelle à prix constants de 3,2 %. La croissance des investissements en logements devrait rester vigoureuse au premier semestre 2006, mais fléchir ensuite sous l'effet de taux hypothécaires moins favorables. Cette prévision est confirmée par l'évolution de l'indicateur avancé pour la construction de logements, qui tient notamment compte des enquêtes auprès des architectes et des demandes de crédits hypothécaires. La légère hausse de cette indicateur enregistrée depuis la mi-2005, s'atténue dans le courant de l'année 2006. Sur base annuelle, la croissance de la construction de logements s'accélère encore en 2006 pour atteindre 4 %. En 2007, elle reculerait toutefois à 2,3 %, une évolution comparable à celle du revenu disponible réel des ménages, après une période de quatre ans caractérisée par une croissance nettement plus vigoureuse⁵.

(5) Durant la période 2003-2006, les investissements en logements, exprimés à prix constants, progressent de 5 % en moyenne, contre à peine 0,4 % pour le revenu disponible réel des ménages.

➤➤ Dépenses publiques

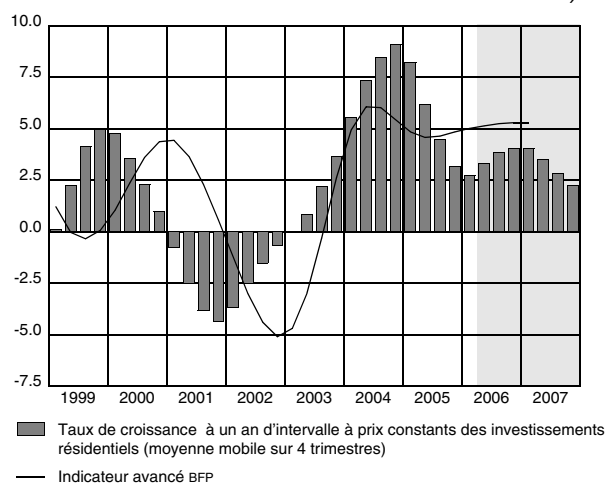
Avec des augmentations respectives de 1,8 % et 2,4 % à prix constants en 2006 et 2007, la consommation publique, exprimée à prix constants, ferait l'objet d'une croissance plus forte que l'année passée (0,7 %), mais resterait toutefois inférieure à la croissance annuelle moyenne de la période 2000-2004 (2,5 %). À l'exception des amortissements, toutes les composantes de la consommation publique contribueraient à l'accélération de la croissance économique. Toutefois, ce sont surtout les dépenses de soins de santé (prestations sociales en nature) qui devraient progresser. La croissance réelle de la masse salariale publique s'explique par les hausses de salaires et - dans une moindre mesure - l'augmentation du volume de l'emploi dans le secteur public.

Les investissements publics à prix constants devraient baisser de 2 % en 2006 et augmenter de 4,6 % en 2007. La croissance des investissements

➤➤ Variations de stocks

La formation de stocks a été assez importante au second semestre 2005, notamment en raison de la reprise économique, qui s'accompagne généralement d'une accélération de la constitution de stocks afin de pouvoir répondre à une augmentation inattendue de la demande. Le caractère intentionnel de la constitution de stocks se reflète par ailleurs dans

GRAPHIQUE 11 Investissements résidentiels
(données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

publics est déterminée dans une large mesure par la vente de bâtiments publics⁶ au secteur privé. Si l'on ne tient pas compte de ces ventes dans le calcul, les investissements publics (à prix constants) augmentent de 9,6 % en 2006 et baissent de 8,6 % en 2007. Cette évolution prononcée s'explique en grande partie par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui se sont fortement intensifiés à l'approche des élections communales d'octobre 2006, et qui diminueront en 2007. Hormis la vente de bâtiments publics, les investissements publics devraient apporter une contribution positive de 0,2 point de pourcentage à la croissance économique en 2006, et une contribution négative de même ampleur en 2007.

(6) Dans les comptes nationaux, la vente de bâtiments publics est déduite du total des investissements publics (voir la note de bas de page sous "investissements des entreprises").

la forte diminution, durant cette période, du nombre d'entrepreneurs jugeant le niveau de leurs stocks trop élevé. Néanmoins, la contribution des variations de stocks à la croissance économique est restée limitée à 0,1 point de pourcentage en 2005 et devrait être neutre en 2006 et 2007.

➤➤ Exportations et importations

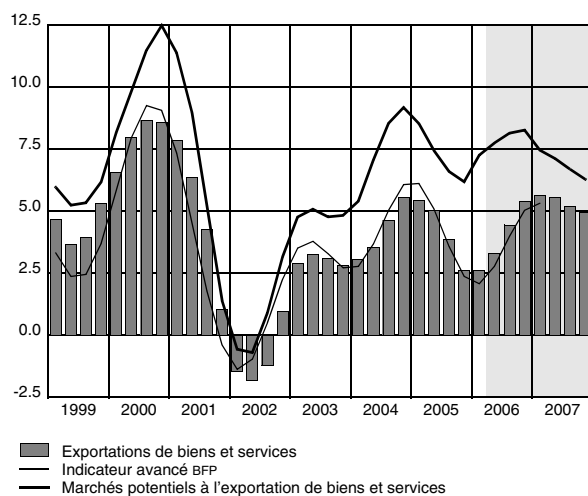
La croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique, estimée sur la base des prévisions de croissance des importations de nos principaux partenaires commerciaux, devrait s'accroître cette année, atteignant 8,3 %, contre 6,2 % en 2005. Cette accélération est plus prononcée que celle des échanges mondiaux (de 7,4 % à 8,8 %), grâce à l'accélération considérable de l'activité économique dans la zone euro (qui représente plus de 60 % de nos marchés à l'exportation). En 2007, la croissance des marchés potentiels à l'exportation devrait retomber à 6,3 %, suite au ralentissement de la croissance économique mondiale.

De janvier à août 2006, le taux de change effectif pour la Belgique s'est apprécié de 1 % sous l'effet de la dépréciation du dollar. Malgré l'appréciation persistante attendue d'ici à la fin de l'année, la hausse annuelle du taux de change effectif pour l'année 2006 ne devrait atteindre que 0,3 %, vu le bas niveau atteint à la fin de l'année passée. D'après les cotations sur les marchés à terme de début septembre, l'euro devrait s'apprécier légèrement par rapport au dollar au cours des trois premiers trimestres 2007. Même si cela ne devrait entraîner qu'une hausse de 0,1 % du taux de change effectif pour la Belgique d'ici la fin 2007 par rapport au niveau atteint fin 2006, la progression sur base annuelle devrait tout de même atteindre 0,5 % en 2007, vu le profil ascendant enregistré durant l'année 2006. Au bout du compte, l'évolution du taux de change de l'euro durant la période de projection devrait donc avoir un effet légèrement négatif sur la compétitivité à l'exportation.

Après une croissance des exportations particulièrement faible en 2005 (1,8 %), qui s'accompagne d'une perte considérable de parts de marché à l'étranger, les exportations devraient progresser de 5,4 % cette année. Au premier trimestre 2007, la croissance des exportations devrait fléchir temporairement en raison du ralentissement de la croissance en Allemagne lié à la hausse de la TVA en janvier. A partir du deuxième trimestre, les exportations devraient toutefois connaître une certaine relance, sans pour autant atteindre les résultats de 2006. Sur base annuelle, la croissance des exportations belges en 2007 devrait ainsi retomber à 4,9 %. L'alignement des prix belges à l'exportation sur l'évolution des prix mondiaux devrait se traduire par une diminution des pertes de parts de marché, tant en 2006 qu'en 2007.

Cette année, le ralentissement de la croissance de la demande intérieure devrait être plus que compensé par la relance des exportations, si bien que la croissance de la demande finale, et donc des importations, devrait s'accroître. Malgré le léger tassement de la croissance de la demande finale en 2007 (3,5 %, contre 3,7 % en 2006), la croissance des importations devrait encore s'accroître légèrement (jusqu'à 5 %, contre 4,8 % en 2006). En 2004 et 2005, l'intensité en importations de la demande finale a été particulièrement élevée, en raison de l'achat de navires (investissements des entreprises), ce qui ne devrait pas se reproduire en 2006 et 2007. De ce fait, la croissance des importations ralentirait quelque peu avant de retrouver son rythme normal à partir de 2007.

GRAPHIQUE 12 Exportations de biens et services
Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants, moyennes mobiles sur 4 trimestres



Source: CPB, ICN, BFP

La hausse des prix internationaux hors énergie reste une nouvelle fois très faible, grâce à la pression de la concurrence des économies émergentes (principalement la Chine). Cette année, les prix internationaux hors énergie - exprimés en euro - devraient augmenter de 1,6 %. En raison de la hausse sensible des prix pétroliers (+23 %, exprimé en euro), les prix belges à l'importation augmentent toutefois de 5,2 %. L'année prochaine, la hausse des prix à l'importation ne devrait atteindre que 1,3 %, dès lors que les prix pétroliers (en euro) augmentent à peine. Étant donné que les prix à l'exportation sont moins fortement influencés par les cours du pétrole que les prix à l'importation, leur hausse reste limitée à 4,6 % sur l'année 2006. Cette évolution entraîne donc une dégradation des termes de l'échange (-0,5 %). L'année prochaine, la hausse des prix à l'importation et à l'exportation devrait être équivalente, si bien que les termes de l'échange devraient rester stables.

En 2006, la croissance des exportations dépasse celle des importations pour la première fois depuis 2002, apportant ainsi une contribution positive à la crois-

sance économique (+0,6 point de pourcentage). En 2007, les importations et les exportations devraient progresser pratiquement de manière égale, et la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB retomberait à 0,1 point de pourcentage.

Si, ces dernières années, le solde des opérations courantes exprimé en pourcentage du PIB a fortement baissé (de 4,6 % en 2002 à 2,7 % en 2005), la projec-

tion pour 2006 et 2007 indique qu'il devrait rester pratiquement stable. En 2006, l'augmentation du volume des exportations nettes est en effet compensée par l'évolution défavorable des termes de l'échange, tandis qu'en 2007, les volumes des importations et des exportations devraient augmenter à un rythme indentique dans un contexte de termes de l'échange stables.

3. Evolution des prix et salaires

►► Evolution des prix intérieurs

Depuis janvier 2006, l'indice national des prix à la consommation (INPC) est calculé à l'aide d'un nouveau panier de produits. La composition de ce dernier est basée sur l'enquête sur le budget des ménages de 2004, alors que jusqu'en décembre 2005, le panier de référence utilisé reflétait les habitudes de consommation des particuliers de 1996. L'ajout d'un certain nombre de nouveaux produits (comme les téléphones portables et les ordinateurs) se traduit par le fait que l'inflation mesurée avec le nouvel indice (base 2004) est inférieure à celle mesurée avec l'ancien indice (base 1996). Ceci est confirmé par les écarts relevés entre l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) - qui tient compte de l'évolution du prix de ces "nouveaux produits" depuis 2004 - et l'INPC en 2004 et 2005. Durant ces deux années en effet, l'inflation mesurée à l'aide de l'IPCH était de 0,2 à 0,3 point de pourcentage plus faible que celle mesurée à l'aide de l'INPC (l'IPCH a augmenté de 1,9 % en 2004 et de 2,5 % en 2005, contre respectivement 2,1 % et 2,8 % pour l'INPC). Le profil de croissance à un an d'intervalle de l'INPC (cf. graphique 13) se révèle être sérieusement faussé pour l'année 2006 et ce pour les deux raisons suivantes. Tout d'abord, l'écart de niveau qui existe entre l'ancien et le nouvel indice pour la période allant de début 2004 à fin 2005 est brusquement éliminé en janvier 2006⁷. Ensuite, l'évolution des prix du nouveau panier présente un profil saisonnier différent de celui de l'ancien panier. Ce n'est qu'à partir de janvier 2007 que ces effets techniques disparaîtront de la mesure de la croissance à un an d'intervalle.

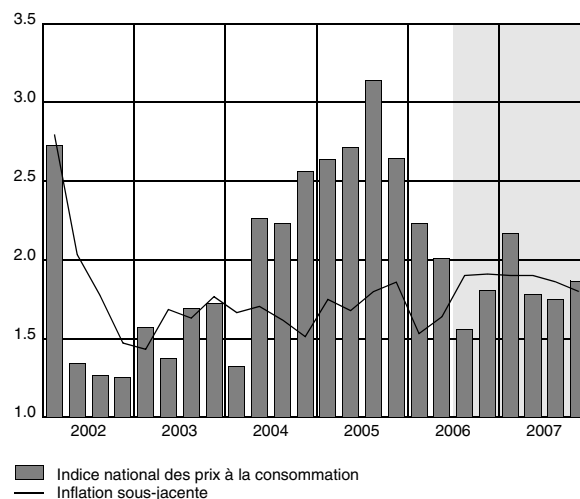
Malgré le doublement des prix du pétrole (exprimés en euro) au cours des trois dernières années, l'inflation sous-jacente⁸ n'a que peu augmenté entre 2003 (1,6 %) et 2005 (1,8 %), et ce grâce à l'évolution modérée des coûts salariaux horaires. Après un fléchissement temporaire au premier semestre 2006, l'inflation sous-jacente devrait renouer avec la tendance légèrement haussière de ces dernières années

(7) Etant donné que l'indice des prix en base 1996 n'est plus publié à partir de janvier 2006 et que le nouvel indice (base 2004) n'est pas disponible avant cette date, il est impossible de chiffrer exactement la différence de niveau existant entre ces deux indices. Toutefois, l'écart entre l'évolution de l'INPC et celle de l'IPCH, qui peut être utilisé comme approximation, suggère une correction à la baisse de 0,5 point de pourcentage.

(8) L'inflation sous-jacente est calculée en épurant l'INPC de l'impact des changements de prix d'origine administrative et de l'évolution des prix des composantes traditionnellement très volatiles. Le calcul de l'inflation sous-jacente exclut donc les éléments suivants: les modifications de la TVA, des accises, des autres impôts indirects et de la taxe de circulation, ainsi que l'évolution des prix de l'eau, des produits énergétiques, du tabac, des boissons alcoolisées, de la viande et des fruits et légumes frais.

pour atteindre 1,9 % au deuxième semestre.

GRAPHIQUE 13 Evolution trimestrielle de l'inflation
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: SPF Economie, BFP

En 2006, l'inflation devrait atteindre en moyenne 1,9 %, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2005. Comme le montre le graphique 14, cette baisse est causée en partie par une contribution moindre de l'inflation sous-jacente, cette dernière étant liée au changement d'année de base⁹. Toutefois, même sans tenir compte de cet effet technique, l'inflation serait en baisse cette année, comme l'indique la croissance du déflateur de la consommation privée qui atteindrait 2,4 % en 2006, contre 2,8 % en 2005.

Sur une base annuelle, les prix du pétrole exprimés en euro devraient augmenter de 23 % en 2006, contre 43 % l'an passé. L'impact de cette évolution sur les prix des carburants (essence et diesel) contribuerait pour 0,4 point de pourcentage au recul de l'inflation en 2006. De plus, les prix des carburants sont maîtrisés par le gel temporaire du "système du cliquet"¹⁰ depuis la mi-2005. C'est également durant cette période qu'est entré en vigueur le sys-

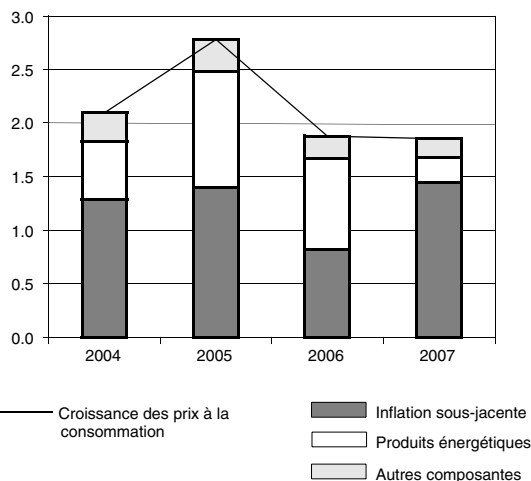
(9) Il est à noter que l'impact de ce changement a été neutralisé dans l'inflation sous-jacente illustrée au graphique 13, ce qui n'est pas le cas pour le graphique 14. Autrement dit, le graphique 13 présente l'inflation sous-jacente pertinente du point de vue économique, tandis que le graphique 14 présente l'inflation sous-jacente correcte sur le plan arithmétique.

(10) Le "système du cliquet", introduit en 2003, prévoit que toute baisse du prix de l'essence ou du diesel est compensée à 50 % par une augmentation des accises. Jusqu'en 2004, la hausse des accises, tant pour le diesel que l'essence, était plafonnée à 2,8 eurocentimes par litre et par an. En 2005, le plafond pour le diesel a été porté à 3,5 eurocentimes par litre et par an.

tème du “cliquet inversé”¹¹, qui a amené les accises sur le diesel à leur niveau le plus bas depuis mars 2004. En revanche, les accises sur l’essence sont restées inchangées depuis la mi-2005, le seuil de 1,5 euro par litre n’ayant jamais été atteint. Compte tenu de l’évolution prévue des prix du pétrole, les accises sur l’essence et le diesel ne devraient plus baisser d’ici la fin de l’année.

GRAPHIQUE 14 Décomposition de l’indice des prix à la consommation

Contribution (en %) à la croissance des prix à la consommation



Source: SPF Economie, BFP

La pression à la baisse qu’exercent les prix des carburants sur l’inflation devrait être compensée pour près de la moitié par l’évolution des prix des produits énergétiques destinés au chauffage et à l’éclairage. Les prix de l’électricité sont en effet repartis à la hausse en 2006, après une baisse exceptionnelle en 2005, qui était liée à la libéralisation du marché de l’électricité en Flandre. De plus, les prix du gaz ont davantage augmenté cette année qu’en 2005, et

(11) Comme son nom l’indique, le système du “cliquet inversé” a pour but de compenser partiellement les hausses du prix de l’essence ou du diesel par une baisse des accises. Ce système n’entre en action qu’à partir du moment où les prix du diesel ou de l’essence dépassent respectivement 1,1 et 1,5 euro par litre.

ce parce qu’ils réagissent avec un certain retard aux fluctuations des prix du pétrole. La ristourne sur la facture de gaz ne fera pas fléchir cette hausse, étant donné qu’elle n’intervient pas dans le calcul de l’INPC. Bien qu’il soit fortement influencé par le prix du pétrole brut, le prix du mazout devrait augmenter cette année quasiment au même rythme qu’en 2005. Il est vrai qu’au dernier trimestre 2005, le prix du mazout avait été fortement influencé à la baisse par la ristourne accordée par le gouvernement.

En 2007, l’inflation devrait atteindre 1,9 %. Abstraction faite du changement d’année de base, ce chiffre traduit une nouvelle baisse de l’inflation (la croissance du déflateur de la consommation privée devrait passer de 2,4 % en 2006 à 1,9 % en 2007). Si l’on considère l’INPC, qui tient compte de ce facteur technique, l’inflation se stabilise à 1,9 %. L’inflation sous-jacente (pertinente du point de vue économique) devrait pour sa part se stabiliser au premier semestre et reculer légèrement à 1,8 % au second semestre, grâce au tassement des prix à l’importation et des coûts salariaux horaires. Après la flambée des prix qui a marqué la période 2004-2006, le prix du pétrole brut exprimé en euro ne devrait augmenter en moyenne que de 2 % en 2007. Par conséquent, les carburants¹² ne contribueraient pratiquement plus à l’inflation, tandis que la contribution des produits énergétiques utilisés pour le chauffage et l’éclairage diminuerait sensiblement.

La hausse de l’indice santé devrait atteindre 1,8 % cette année, se rapprochant ainsi davantage de l’évolution de l’INPC (en 2005, l’écart de croissance entre les deux indices était de 0,6 point de pourcentage). Le ralentissement de la hausse des prix des carburants et des boissons alcoolisées en 2006 n’est en effet pas pris en considération dans le calcul de l’indice santé. Etant donné la quasi-stabilité des prix du pétrole en 2007, l’indice santé devrait progresser au même rythme que l’INPC en 2007 (1,9 %).

(12) Par hypothèse, les accises sur l’essence et le diesel restent inchangées en 2007. Le “système du cliquet” ne devrait entrer à nouveau en action qu’à partir de 2008. Par ailleurs, on ne sait pas clairement pour l’instant si le système du cliquet inversé restera d’application en 2007.

➤➤ Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales

Le dernier dépassement de l’indice pivot pour le secteur public remonte à juillet 2005. Selon les prévisions mensuelles relatives à l’indice santé, le prochain dépassement de l’indice pivot (qui s’élève actuellement à 104,14) devrait avoir lieu en septembre 2006. En conséquence, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique devraient être adaptés à l’augmentation du coût de la vie à hauteur de 2 %, respectivement en octobre et en novembre 2006¹³. Le prochain indice pivot (106,22) serait quant à lui dépassé en octobre 2007, ce qui entraîne-

rait une nouvelle indexation des allocations sociales et des salaires dans la fonction publique, prévue respectivement pour novembre et décembre 2007.

(13) La loi-programme du 2 janvier 2001 (MB 13.01.2001) (art. 24-26) a modifié les lois d’août 1971 et de mars 1977 organisant un régime de liaison à l’indice des prix à la consommation. Depuis début 2001, les allocations sociales sont indexées un mois après que l’indice santé lissé (moyenne mobile sur quatre mois) a atteint l’indice pivot. Les modalités d’indexation des salaires de la fonction publique sont restées inchangées. Ceux-ci sont donc adaptés à l’augmentation du coût de la vie deux mois après le dépassement de l’indice pivot.

➤➤ Evolution salariale dans le secteur marchand

Evolution du coût salarial

Depuis 1997, la formation des salaires en Belgique est organisée dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette loi a pour objectif d'aligner l'évolution des salaires en Belgique sur celle de la moyenne de nos trois pays voisins. En application de cette loi, les partenaires

sociaux ont signé, en janvier 2005, un projet d'accord interprofessionnel couvrant la période 2005-2006. Cet accord prévoit, pour les négociations salariales au niveau sectoriel et au sein des entreprises, une norme indicative de 4,5 % de hausse du coût salarial cumulée durant cette période.

TABLEAU 1 Formation du coût salarial dans le secteur marchand

	2004	2005	2006	2007
Coût salarial horaire nominal	2,5	2,1	2,5	1,9
Augmentation imputable aux éléments suivants:				
Indexation automatique	1,6	2,1	1,8	2,0
Cotisations patronales totales ^a	-0,5	-0,5	0,1	-0,2
Hausse salariale horaire brute avant indexation ^b	1,4	0,5	0,6	0,1

a. Cotisations patronales légales, extra-légales et fictives.

b. Hausses salariales conventionnelles réelles plus dérive salariale.

Cette année, les salaires horaires bruts avant indexation dans le secteur marchand devraient progresser de 0,6 %. Selon des chiffres relatifs au premier semestre 2006, les hausses salariales conventionnelles réelles (arrondies) devraient en effet atteindre 0,6 %. On s'attend en outre à ce que la dérive salariale, qui est liée à la rotation des postes et à l'évolution de la structure de l'emploi, ait un effet neutre sur l'évolution des salaires horaires bruts réels. Il est vrai que ces dernières années, la dérive salariale a été nettement moins marquée que durant la seconde moitié des années nonante, ce qu'il faut sans doute mettre en rapport avec la proportion accrue des emplois à bas salaires dans l'emploi total. Si l'on tient compte d'une indexation automatique des salaires de 1,8 %, on obtient une progression de 2,4 % des salaires horaires bruts nominaux. Après des années de baisse, le taux implicite des cotisations patronales au sens large¹⁴ devrait gagner 0,1 point de pourcentage en 2006 pour atteindre 33,4 %. Cette évolution est principalement due à une plus forte hausse des cotisations sociales des employeurs reçues par la sécurité sociale. De ce fait, la croissance des coûts salariaux horaires nominaux (2,5 %) devrait être légèrement supérieure à celle des salaires horaires bruts nominaux.

Avec une hausse des coûts salariaux horaires nominaux de 2,1 % en 2005 et de 2,5 % en 2006, la norme salariale serait totalement épuisée. Ceci s'explique

principalement par le niveau plus élevé que prévu de l'indexation automatique des salaires (3,9 % sur les deux années, alors qu'on avait tablé sur une hausse de 3,3 % lors des négociations salariales de début 2005). La hausse des salaires horaires bruts réels devrait en effet rester sous le seuil fixé par la norme salariale indicative, tandis que la baisse du taux de cotisations patronales au sens large fait en sorte que les coûts salariaux nominaux augmentent moins rapidement que les salaires bruts nominaux.

Les négociations salariales 2007-2008 ne démarrent qu'à l'automne et l'issue de cette concertation est actuellement difficile à prévoir. Les présentes projections prennent comme hypothèse de travail une évolution des salaires belges qui reste alignée, l'an prochain, sur l'évolution moyenne de nos trois pays voisins. Sur base des prévisions les plus récentes de l'OCDE¹⁵, la hausse moyenne (pondérée) des salaires dans ces trois pays devrait s'élever à 1,9 % en 2007. Le rythme de croissance des cotisations patronales payées à la sécurité sociale devrait ralentir considérablement en 2007, grâce à une série de réductions supplémentaires des cotisations (cf. infra). Le taux implicite des cotisations patronales au sens large devrait baisser de 0,2 point de pourcentage, portant ainsi la hausse des salaires horaires bruts à 2,1 %. Etant donné que l'indexation salariale automatique est estimée à 2 % pour l'an prochain, la hausse des salaires horaires bruts hors indexation ne devrait être que de 0,1 %.

(14) A savoir les cotisations patronales payées à la sécurité sociale et aux autorités fédérales, les cotisations fictives et les cotisations extralégales (payées au secteur des assurances), exprimées en pourcentage de la masse salariale brute.

(15) Calculs BFP basés sur: OECD Economic Outlook 79, mai 2006.

Réductions des charges salariales

Le tableau ci-dessous fournit l'évolution des réductions des charges salariales accordées aux entreprises (par le biais de subventions salariales et de réductions des cotisations patronales) et aux ménages (par le biais de réductions des cotisations sociales personnelles). L'augmentation du montant global des réductions accordées aux employeurs en 2006 (+824 millions) s'explique, pour les trois quarts, par une hausse des subventions salariales (+641 millions), dont la moitié environ est liée au renforcement de la mesure "travail en équipes et travail de nuit". Les réductions des cotisations patronales augmentent pour leur part de 183 millions, ce qui résulte principalement d'une nouvelle mesure ("bonus jeunes") visant les jeunes travailleurs de moins de 30 ans à faibles revenus. En 2007, la baisse globale des charges salariales pour les entreprises augmentera une nouvelle fois (+754

millions), tant via les subventions salariales (+414 millions) - trois quarts de cette hausse résultant d'un nouveau renforcement de la mesure "travail en équipes et travail de nuit" -, que via les réductions des cotisations patronales (+340 millions). Cette augmentation prévue des réductions des cotisations patronales s'explique principalement par le fait que le bonus jeunes atteindra sa vitesse de croisière, mais aussi par la future entrée en vigueur d'un système de réductions des cotisations plus étendu pour les travailleurs âgés.

En 2006, les réductions des cotisations sociales personnelles feront plus que doubler via la mesure "bonus crédit d'emploi", et ce, grâce à des plafonds salariaux plus généreux et à des réductions forfaitaires plus élevées.

TABLEAU 2 Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand (1998-2007)
(millions d'euros)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Réductions des cotisations patronales	1595	1518	2589	2976	3029	3170	3784	4253	4436	4776
Subventions salariales	86	210	432	525	496	634	818	1156	1798	2212
Total employeurs	1681	1728	3021	3501	3525	3804	4603	5409	6233	6987
Réductions des cotisations sociales personnelles	0	0	81	99	90	154	159	258	604	595

Evolution de la part salariale

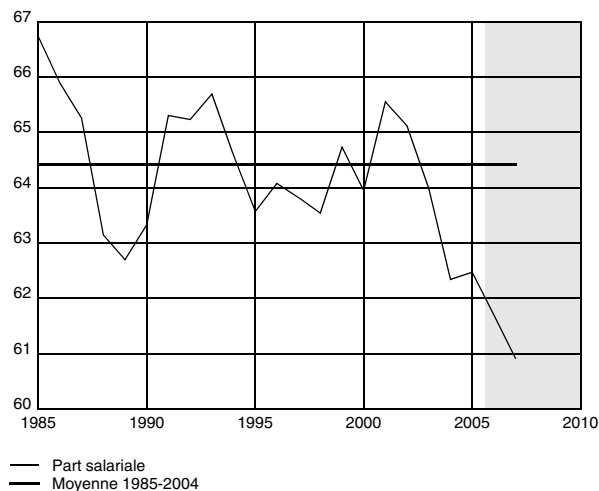
Une augmentation de la part salariale¹⁶ dans le secteur privé - avec, en complément, une baisse de la rentabilité - peut être imputé à deux facteurs: une hausse des salaires hors index plus forte que celle de la productivité du travail, et/ou le fait que l'indexation des salaires dépasse la croissance du déflateur de la valeur ajoutée.

En 2003 et 2004, la part salariale s'est sensiblement repliée, en raison de gains de productivité relativement élevés par rapport à l'évolution des coûts salariaux réels et en raison du fait que l'indexation des salaires était inférieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée (suite à l'augmentation des prix de l'énergie). En 2005, la diminution de la part salariale a été interrompue par la stagnation de la productivité.

La baisse considérable de la part salariale pressentie pour la période 2006-2007 s'explique par l'évolution très modérée des coûts salariaux hors index et par une productivité en hausse. L'indexation des salaires s'écarte à peine de la croissance du déflateur de

la valeur ajoutée. De ce fait, la part salariale dans la valeur ajoutée retombe de plus de 65 % en 2001 à 61 % en 2007, soit largement en-deçà de la moyenne de la période 1985-2004.

GRAPHIQUE 15 Evolution de la part salariale
En pourcentage de la valeur ajoutée, secteur des entreprises



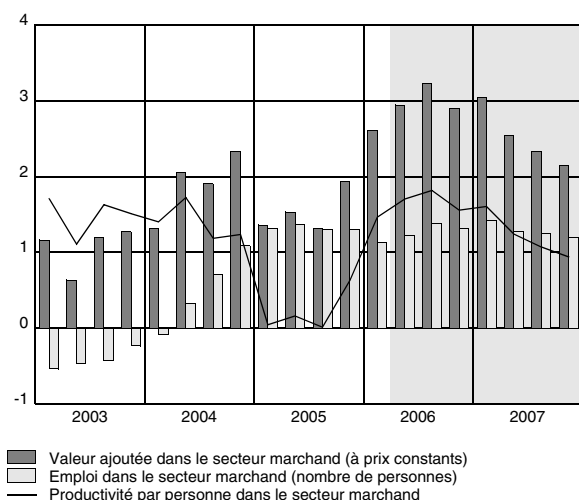
(16) Calculée ici comme la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée du secteur institutionnel des entreprises.

4. Marché du travail

La croissance à un trimestre d'intervalle (calculée sur la base de données désaisonnalisées) de la valeur ajoutée dans le secteur marchand¹⁷ a été particulièrement vigoureuse au quatrième trimestre 2005 et au deuxième trimestre 2006 (chaque fois +1,0 %), mais elle a été nettement plus faible au premier trimestre 2006 (+0,4 %). A partir du troisième trimestre 2006, la croissance de l'activité devrait ralentir progressivement, atteignant 0,5 % au deuxième trimestre 2007, et garder ensuite ce rythme, grosso modo, jusqu'à la fin de l'année. A un an d'intervalle, la croissance de la valeur ajoutée dans le secteur marchand présente un pic au troisième trimestre 2006 (3,2 %), mais fléchit en 2007, passant de 3,0 % au premier trimestre à 2,1 % à la fin de l'année.

Selon les dernières statistiques disponibles à ce stade (chiffres de l'emploi jusqu'au premier trimestre 2006 inclus; chiffres du chômage jusqu'au deuxième trimestre 2006 inclus), le creux conjoncturel de début 2005 a entraîné un ralentissement momentané de la croissance de l'emploi dans le secteur marchand au troisième trimestre 2005 (0,2 % de croissance, contre un peu moins de 0,4 % en moyenne au cours des deux premiers trimestres). Toutefois, fin 2005, la croissance de l'emploi se situait à nouveau autour de 0,4 %. Après un premier trimestre 2006 de nouveau plus faible (0,2 %), la croissance de l'emploi devrait repartir à la hausse, pour fléchir ensuite lentement, passant de juste au-dessus de 0,3 % au troisième trimestre 2006 à juste en dessous de ce pourcentage à la fin 2007.

GRAPHIQUE 16 Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BFP

(17) Y compris l'emploi dans le cadre des agences locales pour l'emploi (ALE) et du "programme des titres-services".

Sur base annuelle, la croissance de la valeur ajoutée n'a atteint que 1,1 % en 2005, suite au ralentissement sensible de l'activité en début d'année. La très courte durée de ce ralentissement, suivi dès le deuxième trimestre par une reprise vigoureuse, contribue au fait que, par un effet d'acquis de croissance, la valeur ajoutée augmente fortement en 2006 (de 2,8 %). Ceci explique également le fait que la croissance annuelle plus faible de l'activité économique en 2005 ait été largement compensée par des gains de productivité temporairement moins élevés. La croissance de la productivité horaire dans le secteur marchand est en effet passée de 1,9 % en 2004 à seulement 0,2 % en 2005, mais repart ensuite à la hausse, soutenue par une conjoncture plus favorable, pour atteindre 1,5 % en 2006. C'est pour cette raison qu'en 2006, la croissance du volume de l'emploi dans le secteur marchand n'est pas spectaculairement plus élevée que l'année précédente (+1,3 %, contre 0,9 % en 2005). En 2007, la croissance de l'activité économique redescend à 2,5 %, mais les gains de productivité horaire s'effritent également légèrement pour atteindre 1,3 %, si bien que la croissance du volume de l'emploi (1,2 %) reste pratiquement au même niveau que cette année. Tant en 2006 qu'en 2007, la croissance de la productivité est tempérée par l'évolution extrêmement modérée des coûts salariaux horaires (cf. chapitre "Prix et salaires").

La tendance sous-jacente de l'évolution de la durée du travail reste négative, puisque la part du travail à temps partiel augmente de manière structurelle dans l'emploi salarié. Cette tendance reste soutenue par l'extension sensible du nombre de personnes susceptibles de bénéficier de l'un des régimes subventionnés de travail à temps partiel. Le nombre de travailleurs du secteur marchand percevant une allocation de l'ONEM dans le cadre d'une interruption de carrière à temps partiel ou pour cause de chômage partiel involontaire devrait encore augmenter de 12 600 unités en 2006 et de 8 600 unités en 2007. La part totale que représentent ces deux catégories de travailleurs dans l'emploi salarié marchand passe ainsi de 4,6 % en 2003 à 6,5 % en 2007.

En 2005, la durée moyenne du travail chez les salariés du secteur marchand a même baissé de 0,4 %¹⁸, soit une baisse supérieure à la tendance, ce qui concorde avec ce que l'on pourrait attendre a priori en vertu du caractère procyclique de cette grandeur.

(18) Baisse mesurée à l'aide de données de l'ONSS, qui constitue la source de base pour l'estimation de la durée du travail dans les comptes nationaux. Selon l'enquête de l'INS sur les forces de travail, la durée effective de travail aurait au contraire augmenté de 0,75 % en 2005. Bien que ces deux sources brossent en moyenne un tableau similaire de l'évolution de la durée moyenne du travail durant la période 2000-2005, une telle divergence portant sur la croissance à un an d'intervalle ne constitue pas une exception.

En 2006, la reprise conjoncturelle devrait se traduire par une stabilisation de la durée moyenne du travail, suivie en 2007 par une baisse tendancielle de 0,1 %.

La croissance de l'emploi dans le secteur marchand devrait ainsi atteindre 1,3 %, tant en 2006 qu'en 2007 (soit un accroissement de respectivement 42 500 et 43 800 personnes). Par ailleurs, on observe que l'année passée, pour la première fois depuis 1996, le nombre d'indépendants a recommencé à augmenter (de 4 700 unités). A un trimestre d'intervalle, ce renversement de la tendance s'était déjà produit dès le début de l'année 2004. Cette évolution devrait se confirmer cette année et l'an prochain, avec des accroissements de respectivement 6 600 et 3 100 personnes. La croissance de l'emploi salarié dans le secteur marchand est une nouvelle fois soutenue par la conversion (subsidée par les pouvoirs publics) d'une partie du travail au noir (au sein de ménages) en travail déclaré (au sein d'entreprises): le nombre d'emplois (bruts) dans le secteur marchand qui sont financés via le "programme des titres-services" ou les ALE continue d'augmenter, passant de 26 000 en 2005 à 34 300 en 2006, mais devrait plafonner en 2007. Cette création supplémentaire d'emplois dans le secteur marchand en 2006 s'accompagne d'une diminution du travail au noir dans les ménages.

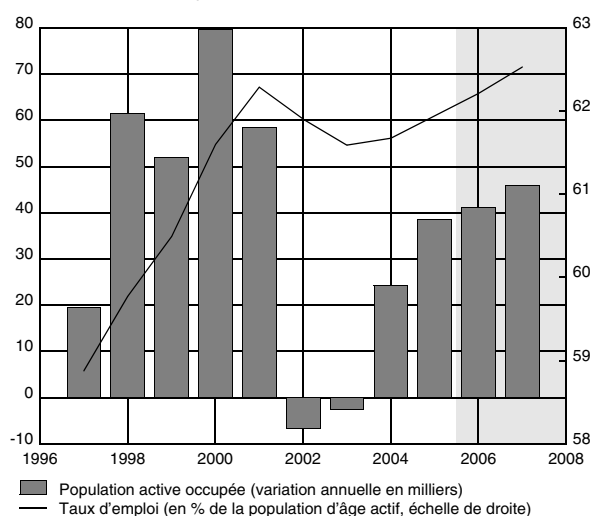
Dans le secteur public, l'emploi a augmenté de 63 400 unités entre 1997 et 2004¹⁹, les hausses les plus sensibles étant constatées dans l'administration des pouvoirs locaux et dans l'enseignement. L'année passée, cette période de forte croissance a cependant été interrompue, et l'emploi public a à peine progressé. En 2006 et 2007, la création d'emploi dans le secteur public devrait rester modeste (accroissements de respectivement 2 600 et 1 800 unités) en comparaison avec le passé récent.

La croissance de la population active occupée (emploi marchand, emploi domestique, emploi public et solde des travailleurs frontaliers), devrait atteindre 41 200 personnes (+1,0 %) en 2006 et 45 900 personnes en 2007 (+1,1 %). La population d'âge actif augmente, elle aussi, sensiblement en 2006 (de 37 100 unités) et en 2007 (de 38 400 unités), si bien que la hausse du taux d'emploi reste relativement limitée (de 61,9 % à 62,2 % en 2006 et 62,5 % en 2007), mais permettrait néanmoins de dépasser le niveau atteint à la fin de la dernière période de haute conjoncture (62,3 % en 2001).

La population active²⁰ a considérablement augmenté en 2005 (de 38 900 unités, soit 0,8 %). Cette

tendance devrait se poursuivre cette année et l'année prochaine (+35 500 personnes en 2006 et +29 700 personnes en 2007), suivant ainsi la tendance structurelle d'une participation croissante des femmes au marché du travail, à mesure que les anciennes cohortes sont remplacées par des générations où le taux de participation des femmes est plus élevé. Cette tendance est encore renforcée par la réforme des pensions, qui comporte un relèvement progressif de l'âge légal de la pension pour les femmes.

GRAPHIQUE 17 Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles



Source: SPF Emploi, BFP

La croissance de la population active ralentit toutefois quelque peu (de 0,8 % à 0,7 % en 2006, et 0,6 % en 2007). De plus, malgré cette croissance, le taux d'activité global²¹ n'augmente pratiquement plus, passant de 72,3 % en 2005 à 72,4 % en 2006 et 2007. L'explication de ce phénomène réside principalement dans l'évolution démographique. L'évolution de la structure de la population d'âge actif est en effet telle que la part des classes d'âge présentant des taux d'activité relativement faibles (les plus de 55 ans) augmente, tandis que celle des classes d'âge associées aux taux d'activité les plus élevés (les trentenaires) cède du terrain. Par conséquent, l'ensemble des changements démographiques ne soutient plus que marginalement (en 2006), voire plus du tout (en 2007), l'évolution de l'offre de travail. Certes, en 2006, l'âge de la pension est passé de 63 à 64 ans pour les femmes, si bien que l'offre de travail parmi les femmes de la classe d'âge 60-64 ans augmente nettement plus (de 10 700 unités) que l'an passé (+4 300 personnes) et que l'an prochain (+7 200 personnes). De ce fait, le déclin de la contribution de la démographie à l'évolution de l'offre de travail se trouve temporairement masqué.

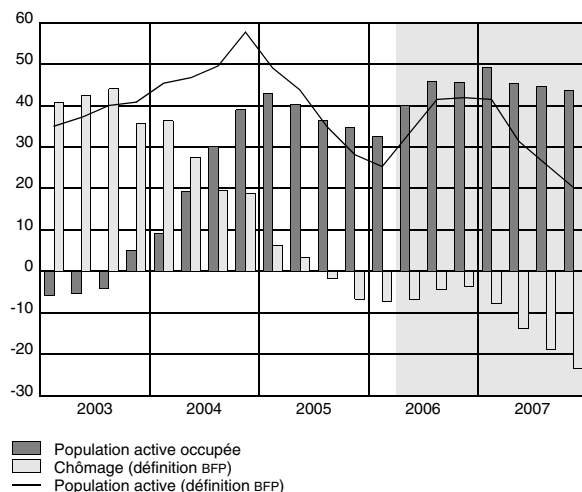
(19) Ce chiffre inclut toutefois 5 700 emplois issus du transfert, dans les comptes nationaux, de l'emploi de la VRT et de la RTBF au secteur public au cours du premier trimestre 2002.

(20) Au sens large, y compris les "chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emplois" ("chômeurs âgés").

(21) Défini ici comme le rapport entre, d'une part, la population active au sens large à partir de 15 ans, et, d'autre part, la population d'âge actif (15-64 ans).

Après trois années successives de fortes hausses, le chômage²² exprimé en moyennes annuelles s'est stabilisé en 2005 (léger accroissement de 300 unités). A un trimestre d'intervalle, le chômage a même baissé sur l'ensemble de l'année écoulée. Toutefois, la moyenne annuelle de 2005 subit encore l'influence de la hausse du chômage en 2004. En 2006 et 2007, la création d'emploi devrait rester supérieure à l'accroissement de l'offre de travail, si bien que le chômage à un trimestre d'intervalle continue de baisser, y compris en moyennes annuelles, perdant respectivement 5 700 et 16 200 unités. La baisse du taux de chômage au sens large, d'abord timide (de 14,4 % en 2004 à 14,3 % en 2005) se confirme ainsi, poursuivant son recul à 14,1 % en 2006 et 13,7 % en 2007.

GRAPHIQUE 18 Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active
Variation à un an d'intervalle en milliers



Source: ICN, ONEM, BFP

(22) Au sens large (définition BFP): les demandeurs d'emploi enregistrés auprès des services régionaux de placement, plus les "chômeurs âgés", abstraction faite de la rupture causée par l'assimilation l'ensemble des travailleurs ALE aux chômeurs complets indemnisés depuis octobre 2004.

Au sein du chômage au sens large (définition BFP), le nombre de "chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi" ou "chômeurs âgés" diminue encore²³, perdant 8 700 personnes en 2006 et 8 900 personnes en 2007. Cette baisse est toutefois plus que compensée par la forte hausse du nombre de chômeurs complets indemnisés de 50 ans et plus (+17 700 personnes en 2006 et +14 000 personnes en 2007).

En 2005, le taux de chômage "harmonisé" qu'Eurostat utilise pour la Belgique (sur la base de l'enquête de l'INS sur les forces de travail) est resté stable par rapport à 2004 (8,4 %). Il devrait toutefois encore augmenter en 2006 (8,6 %) pour ne baisser qu'à partir de l'an prochain (8,3 %). On constate en effet depuis quelque temps une divergence entre l'évolution du taux de chômage au sens large (basé sur les données administratives du chômage) et le taux Eurostat. En effet, alors qu'en termes désaisonnalisés, le premier a baissé, passant de 14,4 % au premier trimestre 2005 à 14,2 % au premier trimestre 2006, le second a progressé au cours de la même période²⁴, passant de 8,4 % à 8,6 %. Une explication possible de cette évolution divergente pourrait résider dans l'effet produit par certaines mesures récentes prises par les pouvoirs publics afin d'encourager les chômeurs indemnisés à rechercher activement un emploi. Etant donné que les variations trimestrielles fondées sur les résultats d'enquêtes peuvent fluctuer fortement, il faudrait toutefois disposer d'une période plus longue d'informations indépendantes émanant de sources administratives et d'enquêtes pour valider cette hypothèse.

(23) Conséquence de la mesure ayant relevé de 50 à 58 ans l'âge donnant accès au statut de "chômeur âgé".

(24) Au moment de clôturer ce Budget économique, le premier trimestre 2006 était le dernier trimestre pour lequel le taux Eurostat était basé sur des données d'enquête, donc indépendantes des données administratives. Le deuxième trimestre était encore basé sur une extrapolation fondée sur des données administratives.

➤➤ Annexe

Tableau A.	Environnement international et indicateurs financiers
Tableau B.1.	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Tableau B.2.	PIB et principales catégories de dépenses à prix constants
Tableau B.3.	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Tableau B.4.	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants
Tableau B.5.	Situation sur le marché de l'emploi
Tableau B.5.bis	Situation sur le marché de l'emploi - détail
Tableau B.6.	Compte des particuliers
Tableau B.7.	Revenu disponible réel des particuliers
Tableau B.8.	Compte des entreprises
Tableau B.9.	Opérations avec le reste du monde

Tableau A. Environnement international et indicateurs financiers*Taux de croissance, sauf indications contraires*

	2004	2005	2006	2007
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	9.2	6.2	8.3	6.3
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	1.1	0.1	0.3	0.5
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	124.4	124.4	126.0	131.1
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en euro) (3)	-1.6	0.9	1.6	0.4
Énergie (Brent: USD par baril)	38.2	54.5	68.0	72.4
Taux d'intérêt zone euro (niveau)				
Court terme (EURIBOR à 3 mois) (2)	2.1	2.2	3.1	3.8
Long terme (10 ans) (4) (2)	4.1	3.4	3.9	4.2
Taux d'intérêt belges (niveau)				
Court terme (tarif interbancaire, 3 mois)	2.1	2.2	3.0	3.8
Long terme (OLO, 10 ans)	4.1	3.4	3.9	4.2

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants*En mld d'euros*

	2004	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale des particuliers	152.84	158.70	166.26	172.86
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	66.07	68.59	71.70	75.18
a. Achats nets de biens et services	5.97	5.87	6.15	6.51
b. Salaires, traitements et pensions	34.68	36.21	37.62	39.03
c. Prestations sociales en nature	20.60	21.25	22.54	24.15
Formation brute de capital fixe	54.26	59.27	62.35	65.23
a. Investissements des entreprises (1)	36.04	39.76	41.75	43.49
b. Investissements des pouvoirs publics	4.59	5.22	5.24	5.60
c. Investissements en logements	13.63	14.30	15.36	16.14
Variation de stocks	3.34	4.63	4.89	5.06
Dépenses nationales totales	276.50	291.19	305.19	318.32
Exportations de biens et services	241.52	259.84	286.52	304.46
Importations de biens et services	229.93	252.86	278.85	296.63
Produit Intérieur Brut	288.09	298.18	312.86	326.16
Revenu National Brut	290.70	301.40	316.24	329.68

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses à prix constants*Taux de croissance*

	2004	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.5	1.1	2.3	2.0
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.0	0.7	1.8	2.4
a. Achats nets de biens et services	3.0	-4.4	2.1	3.7
b. Salaires, traitements et pensions	0.8	1.3	1.6	1.5
c. Prestations sociales en nature	4.5	-0.0	2.6	4.0
Formation brute de capital fixe	4.2	8.4	2.2	2.4
a. Investissements des entreprises (1)	3.1	9.5	2.1	2.2
b. Investissements des pouvoirs publics	1.3	12.9	-2.0	4.6
c. Investissements en logements	9.0	3.2	4.0	2.3
Variation de stocks (2)	0.4	0.1	0.0	0.0
Dépenses nationales totales	2.6	2.6	2.1	2.2
Exportations de biens et services	6.2	1.8	5.4	4.9
Importations de biens et services	6.4	3.4	4.8	5.0
Exportations nettes (2)	0.1	-1.2	0.6	0.1
Produit intérieur brut	2.6	1.2	2.7	2.2
Revenu intérieur brut réel	2.2	0.6	2.2	2.1
Revenu national brut réel	1.7	0.8	2.2	2.1

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses*Taux de croissance*

	2004	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.5	2.8	2.4	1.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.7	3.1	2.6	2.4
a. Achats nets de biens et services	0.8	2.8	2.6	2.0
b. Salaires, traitements et pensions	2.0	3.1	2.2	2.2
c. Prestations sociales en nature	4.2	3.2	3.3	3.0
Formation brute de capital fixe	0.8	0.8	3.0	2.2
a. Investissements des entreprises (1)	0.7	0.7	2.9	1.9
b. Investissements des pouvoirs publics	0.4	0.7	2.5	2.2
c. Investissements en logements	0.8	1.7	3.3	2.7
Dépenses nationales totales	2.7	2.7	2.6	2.1
Exportations de biens et services	2.2	5.7	4.6	1.3
Importations de biens et services	2.8	6.4	5.2	1.3
Termes de l'échange	-0.5	-0.7	-0.5	-0.0
Produit Intérieur Brut	2.3	2.2	2.2	2.0
<i>Pro memori:</i>				
Déflateur des dépenses finales totales	2.4	4.1	3.6	1.7
Contributions:				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	1.3	1.2	1.2	1.0
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.1	0.6	0.3	0.3
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	0.4	0.1	0.1	-0.0
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	0.8	0.6	0.8	0.8
(b) Coût des importations	1.2	2.8	2.4	0.6

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants*Taux de croissance annuels moyens, sauf indications contraires*

	2004	2005	2006	2007
<i>Salariés dans le secteur marchand</i>				
Coût salarial par heure effective	2.5	2.1	2.5	1.9
Coût salarial par personne	2.2	1.7	2.5	1.8
Salaire brut par heure effective	3.0	2.6	2.5	2.1
Salaire brut par personne	2.7	2.2	2.4	2.0
Indexation	1.6	2.1	1.8	2.0
Salaire brut par heure effective hors indexation	1.4	0.5	0.6	0.1
Salaire brut par personne hors indexation	1.1	0.1	0.6	0.0
Emploi (nombre d'heures)	0.4	1.1	1.3	1.4
Emploi (nombre de personnes)	0.7	1.5	1.3	1.5
Masse salariale y compris cotisations patronales (1)	2.9	3.2	3.9	3.4
Masse salariale hors cotisations patronales	3.5	3.7	3.8	3.5
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	34.0	33.3	33.4	33.2
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	24.7	24.2	24.3	24.1
Cotisations des salariés (3)	11.5	11.4	11.0	11.0
<i>Inflation et indexation</i>				
Inflation: indice national des prix à la consommation	2.1	2.8	1.9	1.9
Inflation: indice santé	1.6	2.2	1.8	1.9
Indexation rémunérations secteur public	1.3	2.3	1.7	1.8
Indexation des prestations sociales	1.3	2.3	1.7	1.8
<i>Secteur marchand (salariés et indépendants)</i>				
Valeur ajoutée à prix constants	2.1	1.1	2.8	2.5
Emploi (nombre d'heures)	0.2	0.9	1.3	1.2
Productivité horaire	1.9	0.2	1.5	1.3

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Situation sur le marché de l'emploi*En milliers (moyennes annuelles)*

	2004	2005	2006	2007
I. Population totale (II+III)	10421.1	10457.1	10479.2	10500.9
I.bis Population d'âge actif	6835.2	6867.1	6904.2	6942.7
II. Population inactive (concept BFP)	5495.6	5492.6	5479.2	5471.2
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4925.6	4964.5	5000.0	5029.7
IV. Emploi intérieur	4164.5	4203.0	4244.0	4289.6
(a) Salariés	2706.7	2740.0	2771.9	2812.5
(b) Indépendants	675.3	680.0	686.6	689.7
(c) Emploi public	782.5	783.0	785.6	787.4
V. Travailleurs frontaliers (solde)	51.0	51.1	51.3	51.6
VI. Chômage (concept BFP)	710.1	710.4	704.7	688.5
(a) Chômeurs complets indemnisés (1)	434.8	443.4	445.6	439.5
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	92.3	92.8	92.3	90.9
(c) Demandeurs libres inoccupés	46.1	48.4	49.9	50.0
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	136.9	125.7	116.9	108.1
Taux de chômage (VI)/(III)	14.4	14.3	14.1	13.7
Taux d'activité (III)/(I.bis)	72.1	72.3	72.4	72.4
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	61.7	61.9	62.2	62.5
<i>Pro memóri</i>				
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	8.4	8.4	8.6	8.3

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.5.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail*En milliers (moyennes annuelles)*

	2004	2005	2006	2007
I. Population totale (II+III)	10421.1	10457.1	10479.2	10500.9
I.bis Population d'âge actif	6835.2	6867.1	6904.2	6942.7
II. Population inactive (concept BFP)	5495.6	5492.6	5479.2	5471.2
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	176.1	180.4	189.2	194.4
- dispenses pour raisons sociales et familiales	5.8	7.0	9.4	10.4
- dispenses pour reprise d'études	16.7	19.2	21.7	24.2
- interruptions complètes de carrière (2)	28.6	29.0	28.7	28.3
- prépensions conventionnelles à temps plein	109.9	109.0	110.8	111.5
- chômeurs complets en formation professionnelle	15.1	16.2	18.4	20.1
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4925.6	4964.5	5000.0	5029.7
IV. Emploi intérieur	4164.5	4203.0	4244.0	4289.6
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	247.5	274.1	294.9	306.8
- temps partiel avec AGR (4) + invol. avec allocations	44.1	47.9	49.0	49.0
- activation	54.0	58.9	62.9	62.9
** agences locales pour l'emploi	16.4	12.9	10.3	8.3
** programme de réinsertion	0.5	-0.0	-0.0	-0.0
** plan 'activa'	31.1	39.6	45.4	47.0
** réintégration de chômeurs âgés	0.7	1.2	1.8	2.3
** programme de transition professionnelle	5.2	5.1	5.4	5.4
** première expérience professionnelle	0.0	0.0	0.0	0.0
- interruptions partielles de carrière (2)	147.8	165.9	181.8	193.6
- prépensions à temps partiel	0.9	0.9	0.8	0.8
- chômeurs complets en atelier protégé	0.7	0.6	0.5	0.4
V. Travailleurs frontaliers (solde)	51.0	51.1	51.3	51.6
VI. Chômage (concept BFP)	710.1	710.4	704.7	688.5
(a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (5)	434.8	443.4	445.6	439.5
(b) autres inscrits obligatoirement	92.3	92.8	92.3	90.9
- jeunes en stage d'attente	52.0	51.5	51.3	50.3
- autres, dont:	40.3	41.3	41.0	40.5
** bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.3	0.3	0.2	0.1
(c) demandeurs d'emploi libres inoccupés	46.1	48.4	49.9	50.0
(d) chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (1)	136.9	125.7	116.9	108.1
p.m. temps partiels volontaires indemnisés (1)	31.1	31.1	31.1	31.1
p.m. chômage temporaire (1) (unités budgétaires)	34.2	34.4	32.4	32.2
p.m. CCI-DE (1)(6) - variations annuelles	18.9	2.5	-3.4	-8.1

(1) Définition Statinfo (concept paiements)

(2) Inclut le crédit temps

(3) Non compris le chômage temporaire

(4) AGR : allocation de garantie de revenu

(5) Hors emplois ALE

(6) Y inclus dispensés ALE

Tableau B.6. Compte des particuliers (1)

En mld d'euros

	2004	2005	2006	2007
I. Opérations courantes				
a. Ressources	261.78	271.07	281.78	292.26
1. Excédent net d'exploitation	7.48	8.12	8.76	9.48
2. Revenu mixte	20.16	20.99	21.78	22.58
3. Rémunération des salariés	150.25	155.45	161.35	166.88
Salaires et traitements bruts	111.81	116.12	120.38	124.54
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	29.22	29.88	31.01	31.89
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	9.22	9.44	9.96	10.46
4. Revenus nets de la propriété	25.83	26.53	27.36	28.61
Intérêts reçus	12.02	12.14	12.39	12.83
Intérêts payés (-)	1.92	2.00	2.09	2.19
Revenu distribué des sociétés	10.47	11.08	11.48	12.13
Autres	5.26	5.32	5.57	5.84
5. Prestations sociales	54.69	56.53	58.79	61.13
6. Autres transferts courants nets	1.56	1.68	1.98	1.86
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	1.81	1.77	1.76	1.72
b. Emplois	249.01	257.82	268.71	278.18
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	38.47	39.86	41.01	41.82
2. Cotisations sociales, dont:	57.70	59.26	61.44	63.51
Cotisations sociales effectives	48.59	49.93	51.60	53.17
Cotisations sociales imputées	9.11	9.33	9.84	10.33
3. Consommation finale nationale	152.84	158.70	166.26	172.86
c. Epargne nette	12.78	13.26	13.07	14.09
II. Opérations en capital				
a. Ressources	1.09	0.88	0.90	0.88
b. Emplois	8.44	8.81	9.84	10.47
1. Formation brute de capital fixe	15.86	16.74	17.93	18.81
2. Consommation de capital fixe (-)	9.74	9.94	10.20	10.49
3. Impôts en capital	2.19	1.88	1.99	2.02
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-0.10	-0.10	-0.10	-0.10
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-0.02	-0.02	-0.02	-0.02
6. Autres transferts en capital à payer	0.25	0.24	0.23	0.23
III. Capacité nette(+) ou besoin net (-) de financement	5.43	5.33	4.14	4.50
en % du PIB	1.88	1.79	1.32	1.38

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.7. Revenu disponible réel des particuliers (1)*Taux de croissance*

	2004	2005	2006	2007
Revenu primaire brut	-0.2	0.8	1.3	1.8
<i>a. Salaires, dont:</i>	0.4	0.7	1.3	1.5
Entreprises	0.4	0.3	1.3	1.4
Etat	0.3	1.6	1.4	1.8
Travailleurs frontaliers	1.7	2.6	0.6	0.7
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	-2.2	1.7	1.8	2.5
Excédent brut d'exploitation des particuliers	-1.3	2.1	2.5	3.4
Revenu mixte des indépendants	-3.0	1.3	1.3	1.8
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-0.6	-0.1	0.7	2.6
Intérêts reçus	-10.8	-1.7	-0.3	1.6
Intérêts payés (-)	-26.6	1.3	1.7	3.0
Revenus distribués des sociétés	2.6	2.9	1.2	3.7
Distribution secondaire des revenus				
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	0.7	0.7	1.9	1.7
Prestations sociales	1.1	0.6	1.5	2.1
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	0.0	-0.1	1.2	1.4
Cotisations sociales effectives	0.2	-0.0	0.9	1.1
Cotisations sociales imputées	-0.8	-0.3	3.0	3.0
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	0.8	0.8	0.4	0.1
Revenu disponible brut des particuliers	-0.2	1.0	1.8	2.3

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.8. Compte des entreprises

En mld d'euros

	2004	2005	2006	2007
I. Opérations courantes				
a. Ressources	30.84	31.27	34.37	37.25
1. Excédent net d'exploitation	33.80	34.93	38.27	41.78
2. Cotisations sociales	9.87	10.09	10.59	11.11
cotisations effectives à charge des employeurs	5.05	5.23	5.40	5.58
cotisations à charge des salariés	2.11	2.22	2.41	2.61
cotisations sociales imputées	2.71	2.64	2.79	2.92
3. Revenus nets de la propriété	-13.47	-14.40	-15.21	-16.36
4. Autres transferts courants nets	0.65	0.66	0.71	0.73
b. Emplois	20.00	21.70	23.12	23.62
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	9.62	10.64	11.54	12.33
2. Prestations sociales	8.57	8.83	9.37	9.93
prestations d'assurances sociales de régimes privés	5.24	5.56	5.93	6.34
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3.32	3.27	3.44	3.59
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	1.81	1.78	1.77	1.73
4. Titrisation des arriérés fiscaux	0.00	0.44	0.44	-0.38
c. Epargne nette	10.84	9.58	11.25	13.63
II. Opérations en capital				
a. Ressources	1.96	2.71	3.06	3.29
b. Emplois	8.09	12.03	11.28	11.14
1. Formation brute de capital fixe	33.81	37.32	39.18	40.82
2. Consommation de capital fixe (-)	30.43	31.60	33.76	35.68
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0.32	0.22	0.16	0.14
4. Variation des stocks	3.48	4.69	4.99	5.16
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0.00	0.00	0.00	0.00
6. Transferts en capital à payer	0.90	1.39	0.71	0.71
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	4.72	0.25	3.03	5.78
en % du PIB	1.64	0.08	0.97	1.77

Tableau B.9. Opérations avec le reste du monde*En mld d'euros*

	2004	2005	2006	2007
I. Opérations courantes				
a. Emplois	238.40	261.08	287.35	305.38
1. Importations de biens et services	229.93	252.86	278.85	296.63
2. Rémunération des salariés	1.35	1.36	1.42	1.46
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1.77	1.96	2.02	2.07
4. Revenus nets de la propriété (-)	0.02	0.63	0.73	0.82
5. Autres transferts courants nets	3.46	3.54	3.73	3.92
6. Cotisations sociales	1.29	1.35	1.39	1.43
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.62	0.64	0.66	0.69
b. Ressources	248.41	266.91	293.80	311.92
1. Exportations de biens et services	241.52	259.84	286.52	304.46
2. Rémunération des salariés	4.90	5.11	5.28	5.42
3. Subventions	0.81	0.81	0.81	0.81
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0.21	0.16	0.16	0.17
5. Cotisations sociales	0.47	0.48	0.50	0.51
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.49	0.51	0.53	0.55
c. Solde des opérations courantes	10.01	5.82	6.45	6.55
II. Opérations en capital	-0.11	-0.20	-0.16	-0.35
1. Transferts nets en capital	0.03	-0.05	-0.01	-0.20
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	0.15	0.15	0.15	0.15
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	9.89	5.63	6.29	6.20
en % du PIB	3.43	1.89	2.01	1.90

